



Les lieutenants-gouverneurs de la province de Québec

Francis-J. Audet, Olivier Maurault et Gérard Malchelosse

Numéro 27, 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079901ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079901ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Audet, F.-J., Maurault, O. & Malchelosse, G. (1962). Les lieutenants-gouverneurs de la province de Québec. *Les Cahiers des Dix*, (27), 215–261.
<https://doi.org/10.7202/1079901ar>

Les lieutenants-gouverneurs de la province de Québec

Par FRANCIS-J. AUDET, OLIVIER MAURALT *et* GÉRARD MALCHELOSSE

SIR NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU
(1808-1894)

Fils de Gabriel et de Marie de Kotska Hamel, Narcisse-Fortunat Belleau naquit à Sainte-Foy, le 20 octobre 1808. Il fit ses études au Séminaire de Québec, puis fit son droit avec MM. Perrault et Burroughs, protonotaires de la Cour du Banc du Roi, et après, avec André-Rémi Hamel, plus tard avocat général de la province. Admis au barreau du Bas-Canada le 28 septembre 1832, il fut fait Conseil de la Reine en 1854. Il fut membre du Conseil de ville de Québec durant plusieurs années et maire de cette ville de 1850 à 1853. M. Belleau fut le premier président de la Compagnie du Chemin de fer de la Rive Nord, incorporée en 1852. Il fut nommé l'un des directeurs de la Banque de Québec en 1850 et conserva ce poste jusqu'à sa mort. Il fut bâtonnier du barreau de Québec, membre du Conseil législatif du 23 octobre 1852 jusqu'à la Confédération; membre du Conseil exécutif du 26 novembre 1857 au 1er août 1858, une deuxième fois du 6 août 1858 au 23 mai 1862 et une troisième fois du 6 août 1865 jusqu'au 30 juin 1867. Durant ces diverses périodes il fut successivement président du Conseil législatif, ministre de l'Agriculture, et receveur général dans sa propre administration, du 7 août 1865 jusqu'à ce que la politique d'union des quatre provinces de l'Amérique Britannique du Nord, que soutenait son gouvernement, eut consommé son oeuvre. Il fut créé chevalier par le prince de Galles, lors de la visite de ce dernier au Canada, le 21 août 1860. Au mois de mai 1867 il était appelé au Sénat par la proclamation royale, mais il démissionna et fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Le nouveau régime fut

inauguré par l'honorable Pierre-J.-O. Chauveau, qui prit charge de l'administration provinciale et créa la nouvelle organisation rendue nécessaire dans les circonstances, le 15 juillet 1867.

Parmi les événements les plus remarquables de son administration mentionnons les suivants : la mort de Mgr Pierre-Flavien Turgeon, premier archevêque de Québec, arrivée le 25 août 1867, et l'accession de son coadjuteur, Mgr Charles-François Baillargeon; la mort du très révérend Francis Fulford, premier évêque anglican de Montréal, le 9 septembre 1868; la fondation de l'Institution MacKay pour les sourds-muets et aveugles protestants de Montréal, en 1869; l'invasion fénienne de 1870; la conflagration du faubourg Saint-Roch de Québec qui détruisit 422 maisons, le 24 mai 1870; la course internationale de bateaux entre des équipes de la Tyne et de Paris qui eut lieu à Lachine, le 15 septembre 1870; la nomination comme archevêque de Québec de l'abbé Elzéar-Alexandre Taschereau, le futur cardinal, le 24 décembre 1870; les dernières troupes anglaises quittèrent Québec le 11 novembre 1871, le pays devait dorénavant compter sur la milice pour sa défense. La population de la province, au recensement de 1871, était de 1,191,516; l'établissement d'une école polytechnique à Montréal, en 1873.

Son terme d'office ayant expiré le 11 février 1873, sir Narcisse-Fortunat Belleau se retira dans la vie privée; il en sortit un instant en juin 1886 pour administrer le gouvernement de la province durant une absence de M. Masson. Il est décédé à Québec, le 14 septembre 1894, à l'âge patriarcal de quatre-vingt-six ans, sans postérité.

M. Belleau avait épousé, le 15 septembre 1835, Marie-Reine-Josette, fille de Louis Gauvreau, ancien député de l'Assemblée législative, et de Marie-Josette Van Felson. Elle mourut à Québec, le 11 décembre 1884.

L'HONORABLE RENÉ-ÉDOUARD CARON (1800-1876)

Fils d'Augustin Caron, de Sainte-Anne-de-Baupré, qui représenta deux fois le comté de Montmorency à l'Assemblée du Bas-Canada, et d'Elizabeth Lessard, René-Edouard Caron naquit le 11 octobre 1800.

Il étudia au collège de Saint-Pierre de la Rivière-du-Sud, puis au Séminaire de Québec, et fut admis au barreau du Bas-Canada, le 7 janvier 1826. Il fut créé Conseil de la Reine en 1848. Elu échevin de Québec en 1832, puis maire en 1834 pour trois ans, il le fut de nouveau de 1840 à 1846. La ville de Québec fit de rapides progrès sous sa direction éclairée. En 1832 et de nouveau en 1834, il n'épargna aucun effort pour combattre les progrès du choléra qui affligeait sa ville et la province. La conflagration qui détruisit une grande partie de Québec en 1845 fut une autre occasion offerte à M. Caron de se rendre utile à ses électeurs. Il représenta la haute-ville de Québec à l'Assemblée législative, de 1834 à 1836, alors qu'il résigna pour protester contre l'opposition, inconstitutionnelle croyait-il, du parti de Papineau. Son jugement sobre fut bientôt confirmé par les événements malheureux de 1837. Appelé au Conseil législatif le 23 août 1837, il ne put prendre son siège en 1838 à cause de la suspension de la constitution, suivie en 1841 de l'union des deux Canadas. De nouveau nommé au Conseil législatif du Canada le 9 juin 1841, il conserva son siège jusqu'au 16 mars 1857, et fut président de cette Chambre du 8 novembre 1843 au 19 mai 1847, et de nouveau du 11 mars 1848 au 14 août 1853. Il fit partie du Conseil exécutif du 11 mars au 26 novembre 1849 et du 28 octobre 1851 au 14 août 1853, lorsqu'il fut nommé juge de la Cour supérieure du Bas-Canada. Promu au Banc de la Reine en janvier 1855, il y exerça ses fonctions jusqu'au 11 septembre 1873 quand il fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec en remplacement de sir Narcisse-Fortunat Belleau.

M. Caron fut l'un des commissaires qui codifièrent la loi civile du Bas-Canada. « Dans cet ouvrage, disait sir Georges-Etienne Cartier en 1865, les commissaires adoptèrent le plan des auteurs du code Napoléon, et ce faisant, ils ne pouvaient faillir dans leur tâche. » Le code civil entra en vigueur le 1er août 1866. Ces premières années du nouveau régime provincial furent assez tranquilles, les grands problèmes du jour étant alors discutés à Ottawa.

Les principaux événements arrivés durant le terme d'office de M. Caron furent : la mort à Londres de sir Georges-Etienne Cartier, le 20 mai 1873; l'ouverture de l'asile de Saint-Jean-de-Dieu pour les aliénés, à la Longue-Pointe, en 1873; l'incorporation en cité de la ville de Hull le 23 février 1875; les élections générales provinciales tenues en juillet

1875; l'éboulis d'une énorme quantité de neige du Cap Diamant sur la rue Champlain, qui causa huit pertes de vie, le 3 février 1875; l'ouverture des lignes de chemin de fer construites de Farnham et de Lennoxville à la frontière américaine, en 1875, ainsi que de Québec à Halifax et de Québec à Saint-Joseph, en 1876. Cette année fut aussi marquée par trois incendies; l'un qui dévasta le faubourg Montcalm à Québec, consumant 411 maisons; un autre à Saint-Jean-d'Iberville, et le troisième à Saint-Hyacinthe où 500 maisons furent détruites.

Durant sa longue et utile carrière, M. Caron occupa plusieurs postes d'honneur à part ceux déjà mentionnés. Il fut président de l'Institut Canadien de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste; aussi vice-président de la Société littéraire et historique de Québec. Il reçut en 1865 le degré honoraire de D.C.L. de l'Université Laval; fut fait Compagnon de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand par Pie IX, et fut promu au rang de Commandeur de cet Ordre en 1875.

M. Caron était le type du gentilhomme accompli; ses manières affables, sa courtoisie innée ainsi que sa générosité sans borne, l'avaient rendu cher à ses concitoyens de la vieille capitale; et son ample fortune lui permettait de tenir un haut rang parmi ses égaux.

M. Caron avait épousé à Québec, le 16 septembre 1828, Marie-Vénérande-Joséphine, fille de Joseph De Blois, marchand de cette ville, et de Vénérande Ranvozyé. Sir Adolphe Caron, leur fils, fit sa marque dans la politique canadienne, devint ministre de la Milice et fut fait chevalier; et Corinne, leur fille, épousa à Québec, le 20 mai 1879, Charles-Connelly Fitzpatrick, qui fut aussi, comme son beau-père, lieutenant-gouverneur de la province (1918-1923).

L'honorable René-Edouard Caron décéda à Spencer-Wood, le 13 décembre 1876, « à l'âge de 76 ans, 2 mois et 1 jour. » Inhumé au cimetière de Notre-Dame de Belmont après un service solennel à la Cathédrale, chanté par Mgr Elzéar Taschereau, archevêque de Québec, en présence des évêques de Montréal, de Rimouski, de Sherbrooke, de Saint-Hyacinthe, d'Ottawa et des Trois-Rivières. L'acte de son décès, daté du 18 décembre 1876, porte deux pages de signatures.¹ M. Caron fut très regretté par tous ceux qui l'avaient connu.

1. Information gracieusement fournie par M. Roland-J. Auger, généalogiste aux Archives de la province.

LUC LETELLIER DE SAINT-JUST
(1820-1881)

Fils du notaire François Letellier de Saint-Just, de Saint-Vallier, et de Marie-Sophie, fille aînée de Charles Casgrain, seigneur de La Bouteillerie, Luc naquit à la Rivière-Ouelle, le 12 mars 1820. Il descendait d'une vieille famille française venue de Saint-Quentin, au commencement du XVIIIe siècle. Il fit ses études au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, fondé en 1827 par l'abbé Charles-François Painchaud, et fut un des premiers élèves de cet important établissement d'éducation. Il fréquenta ensuite le Séminaire de Québec où il obtint ses diplômes en 1837. Il étudia le notariat chez maître Pierre Caron, de la Rivière-Ouelle, et fut agréé notaire en 1841, recevant sa commission de lord Sydenham, gouverneur en chef du Canada. Il se mit immédiatement à la pratique dans sa ville natale. Entrant dans la politique, il fut élu à l'Assemblée législative, dans le comté de Kamouraska, durant la session de 1851. Défait aux élections générales de 1852, et de nouveau en 1857, il fut élu au Conseil législatif, pour la division de Grandville, le 31 octobre 1860, et siégea en cette chambre jusqu'à la Confédération. Il fut de nouveau candidat malheureux à l'Assemblée législative, en 1869, et dans L'Islet, en 1871. Il fut nommé sénateur du Canada par la proclamation royale de mai 1867, et donna sa démission le 14 décembre 1876, lorsqu'il fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Luc Letellier de Saint-Just avait fait partie du Conseil exécutif comme ministre de l'Agriculture, du 16 mai 1863 au 29 mars suivant. Il fut nommé membre du Conseil Privé du Canada et ministre de l'Agriculture, le 7 novembre 1873. Il était en même temps *ex-officio*, commissaire des Patentes, et co-leader, avec l'honorable Richard-W. Scott, pour le gouvernement, au Sénat, jusqu'au 14 décembre 1876. M. Letellier de Saint-Just fut lieutenant-gouverneur jusqu'au 25 juillet 1879, lorsqu'il fut démis de ses fonctions par le gouverneur général en conseil. La cause de son renvoi, qui créa toute une sensation politique dans la province, fut la suivante. L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville était devenu premier ministre de la province le 22 septembre 1874. C'était un conservateur, tandis que le nouveau lieutenant-gouverneur était un libéral tout récemment sorti de la tourmente

politique. Tous deux étaient fiers et possédaient une forte volonté; ils voulurent tous deux gouverner. Des dissensions éclatèrent bientôt entre eux, et M. Letellier de Saint-Just renvoya le premier ministre le 2 mars 1878. Le lieutenant-gouverneur chargea Joly de Lotbinière, leader de l'Opposition, de former un ministère, ce que ce dernier réussit à faire le 8 du même mois. Ne possédant pas la majorité dans l'Assemblée législative, Joly de Lotbinière demanda et obtint la dissolution des chambres, et des élections furent tenues au mois de mai suivant. M. Joly n'obtint qu'une voix de majorité, celle du président de l'Assemblée. M. Turcotte, un conservateur des Trois-Rivières, avait accepté l'offre de M. Letellier de Saint-Just et avait été nommé à ce poste. La Législature fut prorogée après une courte session. Durant la vacance qui suivit, des élections générales fédérales avaient porté sir John-A. Macdonald au pouvoir. Les amis de M. Boucher de Boucherville avaient précédemment demandé à Ottawa de démettre le lieutenant-gouverneur pour avoir agi d'une manière arbitraire en renvoyant le premier ministre qui possédait la confiance des deux chambres, mais en vain. Le parti libéral avait aussi été défait dans la province, et Adolphe Chapleau était devenu premier ministre à Québec, le 30 octobre 1879. La question du renvoi de M. Boucher de Boucherville fut ramenée sur le tapis par le nouveau gouvernement provincial qui la soumit au gouvernement à Ottawa, et celui-ci, par un ordre-en-conseil en date du 25 juillet 1879, démit M. Letellier de Saint-Just de ses fonctions. Ainsi se termina l'un des chapitres les plus tragiques de l'histoire politique de la province depuis la Confédération; ces événements avaient engendré de violentes controverses dans la presse et dans les cercles politiques. Les autres événements dignes de mention de l'administration de M. Letellier de Saint-Just furent : la venue au Canada de Mgr George Conroy, évêque d'Armagh, Irlande, envoyé en mission par Sa Sainteté pour étudier sur place le libéralisme canadien, les difficultés universitaires entre Québec et Montréal, et autres questions importantes. Il arriva à Québec le 24 mai 1877. Sa mission dura environ un an, et ne porta guère de fruits. Il s'en retournait chez lui quand il mourut en route, à Saint-Jean de Terre-Neuve, le 4 août 1878. Une émeute eut lieu à Montréal, le 12 juillet 1877, à l'occasion d'une parade des Orangistes; une autre eut lieu à Québec, du 15 au 19 août 1878, parmi les ouvriers du port. Marguerite Bourgeoys, fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal, fut déclarée *vénérable* par le pape, le 7 décembre 1878.

Luc Letellier de Saint-Just avait épousé, le 9 février 1848, Elizabeth-Eugénie Laurent, fille de François et d'Elizabeth O'Brien; elle mourut le 3 mai 1876.

En quittant Spencer-Wood, Letellier de Saint-Just, dont la santé laissait à désirer, partit pour un long voyage à travers la province d'Ontario, mais la maladie le força de s'arrêter à Ottawa, chez son gendre, M. O'Connor. Au printemps suivant, ayant quelque peu repris ses forces, il descendit chez lui, à la Rivière-Ouelle, où il languit encore quelque temps. Il y mourut le 28 janvier 1881, âgé de soixante-un ans.

L'HONORABLE THÉODORE ROBITAILLE (1834-1897)

Fils de Louis-Adolphe Robitaille, notaire public, Théodore Robitaille naquit à Varennes le 29 janvier 1834. Il fit ses études à l'école modèle de ce village, aux Etats-Unis, au Séminaire de Sainte-Thérèse, et aux Universités Laval et McGill, et fut reçu médecin à cette dernière, en mai 1858. Il représenta le comté de Bonaventure à l'Assemblée législative du Canada de 1861 à la Confédération, puis à la Chambre des Communes jusqu'en 1879. Membre du Conseil privé et receveur général du Canada, le 30 janvier 1873, il donna sa démission en même temps que son chef, sir John-A. Macdonald, le 5 novembre suivant. Il donna sa démission comme député en juillet 1879 et fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec. M. Robitaille avait aussi représenté le comté de Bonaventure à l'Assemblée législative, de 1871 au mois de janvier 1874, lorsqu'il dut se retirer, la double représentation ayant été défendue par acte du parlement.

M. Robitaille entra en fonctions comme lieutenant-gouverneur le 26 juillet 1879 et fut assermenté par le gouverneur général, le comte de Dufferin. Les principaux événements de son administration furent les suivants : La Politique Nationale (protectionniste) fut introduite au Canada par sir John-A. Macdonald et fut la cause immédiate de l'établissement d'un grand nombre de manufactures de toutes sortes, donnant de l'ouvrage aux ouvriers et relevant les salaires, ce qui fut d'un grand bénéfice au pays en général. Trois premiers ministres se succédèrent à Québec durant son terme d'office; l'honorable J.-Adol-

phe Chapleau, le 31 octobre 1879. Celui-ci échangea de position avec l'honorable J.-A. Mousseau, secrétaire d'Etat pour le Canada à Ottawa, le 29 juillet 1882. M. Mousseau prêta le serment d'office à Québec le 31 du même mois. Ayant été nommé juge de la Cour supérieure, M. Mousseau fut remplacé par l'honorable John-Jones Ross, le 23 janvier 1884. En 1880, le marquis de Lorne et la princesse Louise fondaient l'Académie Royale des Beaux-Arts, et, l'année suivante, la Société Royale du Canada, qui tint sa première séance à Ottawa, le 25 mai 1882.

L'Association britannique pour l'avancement des sciences se réunit à Montréal le 27 août 1884. C'était sa première apparition en Canada. Le 21 octobre 1883, Mgr Smeulders arrivait à Québec comme délégué apostolique. Il avait pour mission de s'enquérir des difficultés survenues entre les branches de l'Université Laval de Montréal et de Québec et de les régler si possible. Il quitta Québec le 29 décembre 1884, après avoir rempli sa mission. Plusieurs chemins de fer furent construits : de Stanbridge à Saint-Guillaume, en 1879; de Québec à Sherbrooke, en 1881; de Montréal à Sorel en 1882; et de Montréal à Toronto, *via* Ottawa et Smith's Falls, en 1884. L'asile protestant de Verdun pour les aliénés fut ouvert en 1881. Un raz de marée causa de grands dégâts à Québec et dans le bas du fleuve, en novembre 1884. Une conflagration dévasta la ville de Hull, le 21 avril 1880, détruisant 400 maisons; et une semblable calamité s'abattait sur le faubourg Saint-Jean, à Québec, le 8 juin 1881, quand 542 maisons furent la proie des flammes; et le 19 avril 1883, c'était le palais du Parlement qui était réduit en cendres. En 1883, la ville de Montréal inaugura une série de carnivals d'hiver, avec palais de glace qui attirèrent de nombreux visiteurs. Enfin le 18 novembre 1883, l'heure moyenne (standard time) fut adoptée au pays, en prenant le 75^e méridien ouest de Greenwich pour base. L'administration de M. Robitaille prit fin le 6 novembre 1884. Il fut remplacé par l'honorable L.-F.-Rodrigue Masson. Le 29 janvier suivant, l'ex-lieutenant-gouverneur était nommé sénateur.

M. Robitaille mourut le 18 août 1897. Il avait épousé, en novembre 1867, Marie-Joséphine-Charlotte-Emma, fille de Pierre-Auguste-Adolphe Quesnel, avocat, et de Charlotte-Adélaïde de Verchères de Boucherville, et petite-fille de l'honorable Frédéric-Auguste Quesnel, membre du Conseil exécutif du Bas-Canada de 1837 à 1841, et durant plusieurs années conseiller législatif sous l'Union.

L'HONORABLE LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON
(1833-1903)

Quatrième fils de l'honorable Joseph Masson, conseiller législatif du Bas-Canada de 1834 à 1838, et l'un des « Bourgeois » de la Compagnie du Nord-Ouest, puis de la Compagnie de la Baie d'Hudson, seigneur de Terrebonne, mort le 15 mai 1847. Il naquit à Terrebonne, le 7 novembre 1833. Sa mère, née Marie-Geneviève-Sophie Raymond, fut, après la mort de son mari, la fondatrice du Collège Masson à Terrebonne, en 1847.

L.-F.-Rodrigue Masson étudia au Collège des Jésuites à Georgetown, district de Columbia, et à Worcester, Mass., et compléta ses études classiques au Collège de Saint-Hyacinthe. Il fit sa cléricature dans l'étude de sir Georges-Etienne Cartier, et fut admis au barreau du Bas-Canada le 7 novembre 1859. Il fut maire de Terrebonne.

M. Masson entra comme officier dans la milice canadienne en octobre 1862, et fut major de brigade du huitième district militaire du Bas-Canada, de 1863 à 1868. Il fit du service à la frontière lors de la première invasion féniennne, en mars 1866, et de nouveau lors de la seconde, la même année. Il fut promu au rang de lieutenant-colonel en 1867. Le 19 octobre 1878, il était fait membre du Conseil Privé et nommé ministre de la Milice et de la Défense; il devint président du Conseil Privé le 16 janvier 1880, et donna sa démission pour cause de santé le 31 juillet suivant. M. Masson représenta le comté de Terrebonne aux Communes de 1867 au 30 septembre 1882, lorsqu'il fut nommé sénateur, comme représentant de la division des Mille-Iles. Il devint conseiller législatif à Québec, représentant la division de Lanaudière, le 27 mars 1884, et démissionna le 4 octobre suivant. Le 7 novembre, il était nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

On dit que M. Masson refusa de prêter en cette circonstance le serment exigé jusqu'alors des lieutenants-gouverneurs parce que la formule heurtait les principes de la religion catholique. Il exigea que cette formule soit modifiée avant de prêter son serment d'office, ce qui fut fait.¹

1. Je tiens cette information de M. Lucien Brault. (G.M.)

Parmi les principaux événements de son administration, citons les suivants : La rébellion du Nord-Ouest, qui dura de mars à juin 1885, causa beaucoup d'excitation dans les cercles politiques et parmi le peuple; des corps de volontaires furent levés dans la province pour aider à abattre la révolte. La commotion produite par la pendaison de Louis Riel, le chef métis, accrue par les discours incendiaires des chefs libéraux, faillit causer une révolte dans la province de Québec. Le peuple, cependant, s'apaisa, mais il témoigna son déplaisir en renversant le gouvernement provincial aux élections de décembre 1886, et en plaçant Honoré Mercier au pouvoir. John-Jones Ross, premier ministre, donna sa démission le 20 janvier 1887. Louis-O. Taillon forma un ministère, mais celui-ci ne vécut que trois jours, du 25 au 27 janvier, et Mercier fut appelé par le lieutenant-gouverneur, et réussit à former une forte administration. Une conférence interprovinciale fut tenue à Québec en 1887; l'honorable M. Mowat en était le président. L'on y passa vingt-et-une « résolutions fondamentales » qui furent présentées au gouvernement fédéral. Le 8 juin 1885, Mgr Ignace Bourget, ancien évêque de Montréal, mourut au Sault-au-Récollet; une foule énorme se pressa aux funérailles qui eurent lieu à l'église Notre-Dame de Montréal. Le 7 juin 1886, Mgr Taschereau, archevêque de Québec, était promu à la dignité cardinalice; il y eut de grandes réjouissances à Québec à cette occasion. C'était le premier Canadien à qui était conféré cet honneur. Le lendemain NN. SS. Fabre, de Montréal, et Duhamel, d'Ottawa, étaient élevés au rang d'archevêques et ils étaient placés à la tête de nouvelles provinces ecclésiastiques. L'Institut Fraser de Montréal ouvrit une bibliothèque publique gratuite le 15 octobre 1885. La ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien fut terminée de Montréal à Port-Moody, et fut inaugurée le 28 juin 1886, et une ligne télégraphique transcontinentale était officiellement ouverte par la même compagnie, le 13 septembre suivant. Un magnifique pont de chemin de fer jeté à travers le Saint-Laurent à Lachine fut ouvert au trafic le 30 juillet 1887. L'hôpital Royal Victoria, don princier de sir Donald Smith et de son ami sir George Stephens, ouvrit ses portes la même année. Des carnivals d'hiver eurent lieu à Montréal en 1885 et en 1887. Une loi compulsive de vaccination causa une émeute à Montréal, le 28 septembre 1885. Forcé par la maladie de donner sa démission, ce qu'il fit le 28 octobre 1887, M. Masson eut pour successeur l'honorable Auguste-Réal Angers, juge de la Cour supérieure. Il

fut de nouveau nommé sénateur le 3 février 1890. Son siège fut déclaré vacant le 11 juin 1903, pour cause d'absence durant deux sessions consécutives. L'honorable M. Masson mourut le 8 novembre suivant.

L'histoire du Canada l'intéressait. Il recueillit des matériaux sur la traite des fourrures au Nord-Ouest et publia, en 1889-1890, deux volumes intitulés : *Les Bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest*.

L'Université Laval lui avait conféré, en 1886, un doctorat en droit. L'année suivante, le Bishop's College, de Lennoxville, en fit autant. Et Léon XIII lui décerna le titre de Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

M. Masson se maria deux fois. La première, à Terrebonne, le 21 octobre 1856, avec Louise-Rachel-Marguerite, fille aînée du lieutenant-colonel Alexandre Mackenzie, ancien membre du Conseil législatif et l'un des « Bourgeois »² de la Compagnie du Nord-Ouest, et de Marie-Louise Des Rivières, et petite-fille de l'honorable Roderick Mackenzie, conseiller législatif. Elle mourut le 24 juillet 1880. M. Masson convola, le 12 septembre 1883, avec Cécile, fille de John-Henry-Ross Burroughs, protonotaire à Québec comme l'avait été son père, et de Léda Larue. Elle mourut à Terrebonne en 1943.

M. Masson eut dix enfants de sa première femme, mais cinq moururent en bas âge.

1. Marie-Joseph-Rodrck-Alexandre, né le 10 novembre 1857, inhumé à Terrebonne le 1er septembre 1859.

2. Jean-Baptiste-Mackenzie, né le 22 décembre 1858, inhumé à Terrebonne le 15 juin 1859.

3. Marie-Marguerite, née le 29 avril 1860, épousa à Terrebonne, le 23 juin 1883, Louis-Frémont, médecin et avocat, fils de John-Henry-Ross Burroughs et de Léda Larue. Elle mourut à Québec en 1916, et lui mourut, aussi à Québec, le 27 août 1917.

Marguerite Masson épousa Louis-Frémont Burroughs, en même temps que son frère à lui, Georges-Henry Burroughs, épousait Marguerite Des Rivières, fille de James-Frobisher Des Rivières et d'An-

2. Suivant le notaire Richard Lessard et Gustave Turcotte. Il n'est pas sûr que cet Alexandre Mackenzie ait été un des "Bourgeois". Mais son père Roderick l'était.

ne-Emilie Mackenzie. Le double mariage eut lieu à Terrebonne, le 23 juin 1883, et fut béni par Mgr Edouard-Charles Fabre, troisième évêque de Montréal. Cécile Burroughs, qui épousa l'hon. Rodrigue Masson le 12 septembre suivant, était la soeur de Louis-Frémont et de Georges-Henry.

4. Marie-Alexandre-Henri, né à Terrebonne le 8 décembre 1861, épousa en premières noces, à Montréal, en 1888, Louise, fille aînée du juge Louis-Onésime Loranger et de Rosalie Laframboise, et, en secondes noces, à Montréal, le 19 juin 1909, Jeanne, fille cadette du Dr Henri Desjardins, ancien zouave pontifical, et de Virginie Masson. Décédé à Terrebonne le 15 mai 1913.

5. Marie-Sophie-Rachel, baptisée à Terrebonne le 23 septembre 1863, inhumée à Terrebonne le 22 août 1864.

6. Alexandre-François-Léon, né à Terrebonne le 10 janvier 1865, épouse en 1888 Valérie, fille du Dr J.-A. Duchesneau et de Marie-Valérie Poulin. Inhumé à Terrebonne le 25 juillet 1900. Devenue veuve, Valérie Duchesneau convola avec le Dr Raoul Masson, fils de Joseph-Edouard et petit-fils de l'honorable Edouard Masson.

7. Ondoyé, né et inhumé le 24 août 1866, à Terrebonne.

8. Louis-Pierre-Paul-Antoine, né à Terrebonne le 25 septembre 1867, décédé à Terrebonne le 21 novembre 1891.

9. Marie-Coralie-Henriette, baptisée à Terrebonne le 19 octobre 1869, inhumée à Terrebonne le 15 mai 1872.

10. Marie-Joséphine-Adélaïde, née à Terrebonne le 8 février 1872, épouse, le 27 septembre 1898, Charles-Auguste de Lotbinière Harwood, avocat de Montréal et de Vaudreuil, fils de Robert-William de Lotbinière Harwood et de Charlotte McGillis. Décédée à Montréal, le 4 décembre 1941.

De sa seconde femme, M. Masson eut trois enfants, dont un mourut en bas âge.

1. Rodrigue,³ né à Terrebonne, le 24 juin 1884, décédé à Terrebonne, le 14 août 1958; marié d'abord à Annette Juchereau-Duchesnay,

3. Nommé par erreur Raoul Masson dans *Le Cahier des Dix*, no 23, 1958, p. 283.

le 31 août 1905 (aucun enfant), et ensuite, le 16 janvier 1919, à Geneviève, fille de l'honorable Alphonse Desjardins et d'Hortense Barsalou (aucun enfant).

2. Cécile, née à Spencer-Wood, le 18 décembre 1885, épouse, le 4 juin 1907, Emmanuel Devlin, avocat et député de Wright aux Communes; décédée à Ottawa, le 14 mars 1962.⁴

3. Henriette, décédée le 24 septembre 1891 à l'âge de un an trois mois.

SIR AUGUSTE-RÉAL ANGERS (1838-1919)

Fils de François-Réal Angers, éminent avocat de Québec, il naquit en cette ville (?) le 4 octobre 1838.¹ Après avoir terminé son cours d'études au collège de Nicolet, il fit son droit à l'Université Laval où il reçut, en 1888, le titre de LL.D. Appelé au barreau du Bas-Canada le 2 juillet 1860, l'année même de la mort de son père, il fut fait Conseil de la Reine par le gouvernement de Québec, en 1874, et reçut le même honneur du marquis de Lorne en 1880. Il fut durant un grand nombre d'années l'un des membres les plus distingués du barreau de Québec. M. Angers pratiqua sa profession en cette ville jusqu'à l'année 1896 quand il vint résider à Montréal et devint chef du bureau Angers, de Lorimier et Godin. M. Angers célébra, en juin 1910, le cinquantenaire de son entrée dans la profession légale.

M. Angers siégea à l'Assemblée législative de Québec du 11 février 1874 jusqu'aux élections générales de 1878, alors qu'il fut défait. Membre du Conseil exécutif et solliciteur général, du 22 septembre

4. Notes gracieusement fournies par M^{re} Henri Masson, fils de Henri et de Jeanne Desjardins précités, et par M. Lucien Brault, des Archives publiques à Ottawa. Voir aussi Raymond Masson, *Généalogies des Familles de Terrebonne*, III, 1705-1712, et Le Jeune, II, 253.

1. Le P. Le Jeune, I, 59, donne le 4 oct. 1838, et P.-G. Roy, *Les Avocats de la région de Québec*, p. 8, et *Fils de Québec*, IV, 170, donne le 4 oct. 1839. M. Roland-J. Auger nous dit que l'acte de naissance d'Auguste-Réal Angers n'est pas à Notre-Dame de Québec, ni au nom d'Angers, ni aux noms d'illégitimes, pour ces deux années. Serait-il né à Sainte-Marie-de-Beauce où son père aurait exercé sa profession et où il s'est marié, le 4 avril 1842, à Louise-Adèle, fille d'Antoine-Charles Taschereau et d'Adélaïde Fleury ?

1874 au 27 janvier 1876, puis procureur général jusqu'au mois de mars 1878, alors que le gouvernement de Boucherville fut renvoyé d'office par le lieutenant-gouverneur Letellier de Saint-Just.

M. Angers fut leader de l'administration conservatrice, dans l'Assemblée, durant trois ans, le premier ministre siégeant au Conseil législatif. Il fut élu à la Chambre des Communes et siégea dans cette Chambre du 14 février au 13 novembre 1880, lorsqu'il fut nommé juge de la Cour supérieure pour la province de Québec. Il donna sa démission le 28 octobre 1887 et fut nommé lieutenant-gouverneur de sa province natale le 29 du même mois.

L'honorable Honoré Mercier était alors premier ministre, le parti libéral ayant remporté les élections du 14 octobre 1886, après l'affaire Riel. Tout alla bien d'abord; une ligne de chemin de fer fut construite entre Montréal et Saint-Jean-d'Iberville et une autre de Québec au lac Saint-Jean, en 1888. La ville de Sorel fut incorporée en cité le 24 mars 1889; un magnifique pont de chemin de fer fut construit par la compagnie Canada Atlantic Railway, à Coteau-du-Lac, c'était le troisième pont jeté sur le Saint-Laurent; il fut ouvert au trafic en mars 1890. Les omnibus de Montréal furent convertis en tramways électriques en 1892. Trois traités furent conclus entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, dans lesquels la province de Québec était intéressée : le premier, signé le 15 février 1888, avait trait aux pêcheries; le second, daté du 12 juillet 1899, était une convention concernant l'extradition des fugitifs de la Justice, et, le troisième, du 3 juin 1892, un accord pour l'échange mutuel des déserteurs de la marine marchande. Lors du recensement de 1891, la province de Québec comptait une population de 1,488,535. Mais toute médaille a son revers. Un éboulis du rocher de la citadelle de Québec tua 45 personnes le 19 septembre 1889. La mort de sir John-A. Macdonald, le 6 juin 1891, causa beaucoup de chagrin dans le pays qui ressentait vivement la perte de ce grand homme. Peu de temps après la disparition du vieux chef conservateur la Reine Victoria payait un tribut à sa mémoire en créant sa veuve baronne, le 14 août 1891. Le très honorable sir John Stephens, l'un des constructeurs du chemin de fer du Pacifique, fut créé baron Mount-Stephens le 25 janvier 1891. En 1890, l'honorable Honoré Mercier fit voter par la Législature la somme de \$400,000 comme indemnité à l'épiscopat pour la perte des propriétés des Jésuites confisquées par le gouvernement

impérial à la fin du XVIIIe siècle. Il était entendu toutefois que cet argent devait être dépensé pour des fins d'éducation, et une autre somme de \$60,000 fut votée pour l'éducation des protestants. Cette mesure causa une grande agitation, surtout dans la province d'Ontario, et les Orangistes demandèrent au gouvernement fédéral de désavouer cette loi, mais sans succès. Des accusations d'extravagance et d'incompétence furent portées contre l'administration libérale, et celle-ci fut finalement renvoyée par le lieutenant-gouverneur le 16 décembre 1891. L'honorable Charles de Boucherville fut de nouveau appelé à former un nouveau ministère. Ayant réussi dans cette tâche, il fut assermenté avec ses ministres le 21 décembre. Des élections générales eurent lieu le 29 janvier 1892 et le gouvernement conservateur fut maintenu au pouvoir par une bonne majorité. M. de Boucherville fut premier ministre jusqu'au 16 décembre 1892, mais le terme d'office de M. Angers était expiré le 4 de ce même mois.

L'ancien lieutenant-gouverneur fut nommé membre du Conseil Privé et ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Thompson, le 5 décembre 1892, puis sénateur le 16 décembre suivant. Il occupa ce poste jusqu'au 8 juillet 1895 quand il donna sa démission à cause d'une divergence de vues avec ses collègues au sujet de la question des écoles du Manitoba.

Le 1er mai 1896, l'honorable M. Angers acceptait un portefeuille dans l'administration Tupper et devenait président du Conseil. A la veille des élections générales du mois de juin suivant, il quitta son siège au Sénat pour poser sa candidature dans Québec-Centre pour la Chambre des Communes. Il fut défait, se retira dans la vie privée, et se remit à la pratique de sa profession à Montréal. Il fut créé chevalier grand'croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand par Sa Sainteté en 1890, et il fut fait chevalier de l'Ordre du Bain par Sa Majesté, le 1er janvier 1913.

Sir Auguste-Réal Angers avait épousé en premières noces, à Québec, le 8 juin 1869, Marie-Julie-Marguerite-Georgiana, fille de l'honorable Guillaume-Eugène Chinic, sénateur, et de Marie-Anne-Claire Leblond; décédée à Québec, le 11 janvier 1879; et, en secondes noces, à Sillery, le 16 avril 1890, madame Arthur Hamel, née Alphonsine-Anna-Emilie, fille d'Alexandre Le Moine et d'Emilie Massue, de Québec.

M. Angers décéda à Montréal le 15 avril 1919, à l'âge avancé de quatre-vingt-un ans. C'était un gentilhomme accompli, aux manières dignes et affables, un coeur généreux, et par surcroit un orateur éloquent et spirituel, un avocat éminent, un savant juge.

SIR JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU (1840-1898)

Fils de Pierre, et de Zoé Sigouin, Joseph-Adolphe Chapleau naquit à Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, le 9 novembre 1840. Il fit ses études au Collège de Sainte-Thérèse et au Séminaire de Saint-Hyacinthe. Admis au barreau du Bas-Canada le 2 décembre 1861, il exerça sa profession à Montréal et se distingua bientôt, surtout comme criminaliste, et fut créé Conseil de la Reine par lord Dufferin en 1873. Il fut élu par acclamation à l'Assemblée législative de Québec dans le comté de Terrebonne aux élections générales de 1867; fut solliciteur général dans l'administration Ouimet, du 27 février 1873 au 22 février 1874, puis secrétaire provincial sous M. Boucher de Boucherville, du 25 janvier 1876 au 8 mars 1878. Après le renvoi de celui-ci par le lieutenant-gouverneur Letellier de Saint-Just, en 1878, Chapleau devint leader de l'opposition à l'Assemblée législative, position qu'il occupa jusqu'aux élections de 1879, alors qu'il devint premier ministre, et ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics. Ministre des Chemins de fer le 5 juillet 1881. Le 29 juillet 1882, il échangeait sa position contre celle de l'honorable Joseph-Alfred Mousseau, secrétaire d'Etat à Ottawa, et occupa ce poste jusqu'au 24 janvier 1892 alors qu'il fut transféré au ministère des Douanes. Le 5 décembre de cette année, il était nommé lieutenant-gouverneur de sa province natale. Il fut pendant un grand nombre d'années professeur de droit international et de droit criminel à l'Université Laval de Montréal. Il reçut le degré de LL.D. de cette institution. En 1881 Léon XIII le nomma Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand et, le 10 novembre 1882, le gouvernement de la République française le nommait Commandeur de la Légion d'Honneur. En 1884 il était nommé commissaire pour faire une enquête sur l'émigration chinoise au Canada. Chapleau fut aussi l'un des directeurs de la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal ainsi que du Crédit Foncier Franco-

Canadien qu'il aida à établir à Montréal, pour le plus grand bien des cultivateurs de la Province.

L'un des premiers actes officiels du nouveau lieutenant-gouverneur fut le choix d'un premier ministre pour remplacer M. Boucher de Boucherville qui avait donné sa démission le 16 décembre 1892. Chapleau choisit l'honorable Louis-O. Taillon pour remplir la vacance. Celui-ci occupa ce poste jusqu'au 12 mai 1896, quand il fut remplacé par l'honorable Edmund-James Flynn qui, à son tour, démissionna le 26 mai de l'année suivante, les conservateurs ayant été défaits aux élections générales tenues le 11 de ce mois. M. Flynn eut pour successeur l'honorable Félix-Gabriel Marchand, écrivain brillant autant que politique éminent. Chapleau fut fait Chevalier Commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-George le 20 mai 1896.

Parmi les principaux événements arrivés durant son administration de la province, mentionnons les suivants : un Ordre en Conseil du gouvernement fédéral, du 6 juillet 1896, reculait les frontières de la province de Québec jusqu'à la baie d'Hudson, ajoutant à son territoire déjà grand, 118,500 milles carrés. Le gouvernement fédéral établit aussi, en 1897, un tarif de douane préférentiel sur les marchandises importées de la Grande-Bretagne, ce qui aida beaucoup au commerce d'importation de la province. Le 31 mars 1897 arrivait à Québec un distingué prélat dans la personne de Mgr Rafael Merry Del Val, délégué apostolique envoyé au Canada pour enquêter sur la question des écoles séparées du Manitoba, et le règlement proposé par sir Wilfrid Laurier. Son Excellence avait été nommé à la demande du premier ministre du Canada lui-même. Il s'en retourna au mois de juillet suivant. Mgr Fabre, archevêque de Montréal, décéda le 30 décembre 1893; il fut remplacé par Mgr Paul Bruchési, nommé le 25 juin 1897 et consacré le 8 août suivant. Le révérend Robert Machray fut élu archevêque anglican et premier primat de tout le Canada, le 18 décembre 1893; il fut aussi, cette même année, nommé prélat de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George, étant le premier prélat canadien à recevoir cette haute dignité. Le Collège Valleyfield ouvrit ses portes cette même année qui vit aussi l'ouverture de la bibliothèque Redpath de l'Université McGill. Des tremblements de terre se firent sentir à Montréal, le 27 novembre 1893, et un éboulement à Saint-Alban, sur la rivière Sainte-Anne, comté de Portneuf, causa d'immenses dommages matériels, à

part quatre pertes de vie, le 27 avril 1894. Le terme d'office de sir Adolphe Chapleau expira le 20 janvier 1898, et il eut pour successeur l'honorable Louis-Amable Jetté.

Chapleau avait épousé, le 25 novembre 1874, Marie-Louise, fille du lieutenant-colonel Charles King, de Sherbrooke. Il ne survécut pas longtemps à sa retraite de la vie publique, puisqu'il mourut à Montréal, le 13 juin 1898, sans postérité.

Sorti des rangs du peuple, fils d'un humble artisan, Chapleau s'éleva par son seul mérite au plus haut poste auquel puisse aspirer un Canadien. Il possédait à un haut degré la puissance de la parole qui remue les foules, et fut sans contredit l'orateur le plus populaire du Canada depuis Louis-Joseph Papineau; il fut, en un mot, l'idole du peuple qu'il charmait par sa parole chaude et vibrante autant que par le magnétisme qui se dégageait de sa personnalité.

Lors de l'affaire Riel, des chefs libéraux aussi bien que ceux de son propre parti lui demandèrent de se mettre à la tête de la province de Québec afin de renverser le gouvernement de sir John-A. Macdonald. S'il eut accédé à ce vœu, il eut tout probablement réussi; mais toujours opposé à la violence et toujours désintéressé, il résista à la tentation, par crainte d'isoler les Canadiens français dans la Confédération. Son courage et son abnégation dans cette heure de crise furent au-dessus de tout éloge.

La construction du chemin de fer entre Montréal et Québec, qui fait maintenant partie du réseau du Pacifique Canadien, fut le fruit d'efforts incessants de sa part. La ligne de Montréal à Sainte-Agathe, plus tard prolongée jusqu'à Mont-Laurier à travers les magnifiques paysages des Laurentides, ligne qui ouvrit à la colonisation un vaste et fertile pays, fut aussi son oeuvre.

Feu le juge Howard racontait que lorsqu'il était étudiant à l'Université McGill, le lieutenant-gouverneur Chapleau assista à l'inauguration de la bibliothèque Redpath. Malade, il avait refusé de parler, mais comme on insistait il se leva. Alors, dit Howard, je compris pour la première fois que lorsque la Bible disait : « Moses rose and spoke » elle n'employait pas un mot inutile. Chapleau dit simplement : « Les livres ont trois ennemis, la guerre, le feu et la rouille (Mildew). Le

drapeau britannique protège cette bibliothèque contre les ennemis de l'Etat; ses murs solides, contre l'incendie; à vous, étudiants, de protéger ces livres contre la rouille. » L'effet fut complet.

Spirituel, Chapleau avait la répartie vive et parfois assez piquante. Invité un jour à dîner à Rideau Hall, il portait sa décoration de la Légion d'Honneur. La princesse Louise lui ayant demandé pourquoi il portait cette décoration étrangère, il répondit que c'était la seule qu'il possédait. La princesse fit alors une remarque au sujet des Canadiens qui aimaient, disait-elle, les colifichets. Et Chapleau lui répliqua : « Madame, tout le monde n'a pas eu l'avantage de naître sur les marches d'un trône. »

SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ (1836-1920)

Fils d'Amable, marchand de L'Assomption, et de Caroline Gauthier, Louis-Amable Jetté naquit à cet endroit le 15 janvier 1836. Il étudia au collège de L'Assomption et à l'Université Laval. LL.D. (hon) en 1878; D.C.L. (hon) de Lennoxville, 1899; LL.D. (hon) de l'Université de Toronto, en 1908. Il fut admis au barreau du Bas-Canada en 1857 et pratiqua sa profession à Montréal. Il se distingua comme criminaliste lors de la retentissante affaire Guibord, en 1870, et plus tard plaida devant le comité judiciaire du Conseil Privé d'Angleterre pour le gouvernement de Québec.

M. Jetté représenta la division Est de Montréal aux Communes, de 1872 à 1878, ayant défait, par une grande majorité, aux élections générales de 1872, sir Georges-Etienne Cartier, le chef de l'aile canadienne-française, du parti libéral-conservateur. M. Jetté déclina l'offre du ministère de la Justice dans l'administration Mackenzie, en mai 1878, et fut nommé juge de la Cour supérieure de la province de Québec le 2 septembre suivant. Il prit sa retraite au mois de janvier 1898. Professeur de droit civil à l'Université Laval en 1878; doyen de la Faculté de droit de la même institution en 1890; membre d'une commission royale nommée pour tenir une enquête dans l'affaire du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et président de cette commission, en 1891, il présenta un rapport séparé, différant de celui des autres

commissaires, les juges Baby et Davidson. M. Jetté fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 20 janvier 1898, et obtint un second terme en 1903, lequel dura jusqu'au 17 septembre 1908.

Il se passa plusieurs événements durant le long terme d'office de sir Louis-Amable Jetté. Les suivants peuvent être regardés comme les principaux. L'honorable Félix-Gabriel Marchand, qui était premier ministre de la province lorsque M. Jetté entra en fonctions, étant mort, il fut remplacé par l'honorable Siméon-N. Parent, le 3 octobre 1900. Des élections générales eurent lieu le 7 décembre suivant, et l'administration libérale conserva le pouvoir. L'énergie et l'activité déployées par M. Parent lancèrent la province dans la voie du progrès. Le premier ministre s'occupa d'une manière spéciale du développement des nombreux pouvoirs d'eau de la province. Il tint une autre élection générale le 25 novembre 1904 et remporta de nouveau la victoire. Le 23 mars suivant il se retira de la vie politique et eut pour successeur Lomer Gouin. Aux élections du mois de juin 1908 le gouvernement de Gouin retint le pouvoir. Sir Lomer continua de diriger les destinées de la province jusqu'en 1920, lorsqu'il se retira de la vie politique. Peu de temps après avoir donné sa démission, c'est-à-dire le 31 juillet 1905, l'honorable M. Parent devint président de la Commission du Chemin de fer Transcontinental. La guerre du Sud-Africain eut de la répercussion au Canada. Des contingents de volontaires furent levés en plusieurs provinces et envoyés pour prêter main-forte à la Grande-Bretagne dans cette partie éloignée du monde. Ils se distinguèrent à la bataille de Paardeberg qui eut lieu le 27 février 1900. Un traité de commerce fut conclu par le gouvernement canadien avec la France, le 14 octobre 1905, et une nouvelle convention fut signée avec le même pays le 19 septembre 1907. Ces traités contribuèrent grandement à l'accroissement du commerce des deux nations, et la province de Québec eut sa large part dans cet accroissement. En 1906 le capitaine J.-E. Bernier faisait voile de Québec pour les mers du Nord, à bord de *l'Arctic*, pour prendre possession du territoire annexé par l'ordre en conseil impérial du 1er septembre 1880; un acte du parlement anglais autorisant le gouvernement canadien à accroître les subsides aux diverses provinces du Dominion reçut la sanction royale le 9 août 1907. Des conventions supplémentaires pour l'extradition des fugitifs de la justice furent signées par le Canada et les Etats-Unis le 13 décembre 1900 et le 13 avril 1905. Un traité permettant le transport de prévenus attendant leur procès

d'un pays à travers le territoire de l'autre, et aussi au sujet des naufrages et du sauvetage dans les eaux limitrophes, fut aussi signé le 18 mai 1908. Au mois de juillet de la même année, l'on célébrait avec grande pompe le troisième centenaire de la fondation de Québec; étaient présents le duc d'York (plus tard Georges V), lord Grey, gouverneur général du Canada, et un grand nombre de visiteurs distingués venus de France et d'Angleterre. Les Plaines d'Abraham furent converties en parc national. Une haute commission conjointe, dont lord Herschel était le président, se réunit à Québec le 23 août 1898 pour le règlement des réclamations provenant de la chasse aux phoques dans la mer de Behring. Une convention internationale fut tenue à Ottawa, le 8 octobre 1906. La première convention des municipalités canadiennes se réunit à Toronto, le 23 août 1908.

Mgr Diomede Falconio fut nommé premier délégué permanent du Saint-Siège au Canada en 1899; il arriva à Québec le 1er octobre. Ayant été promu à un poste semblable à Washington, il fut remplacé par Mgr Donatus Sbarretti, le 26 novembre 1902; ce prélat arriva à Ottawa le 3 janvier suivant. La liste des mortalités s'ouvre avec celle de la reine Victoria qui mourut après un long et illustre règne de soixante-quatre ans; celle du cardinal Taschereau arriva le 12 avril 1898; il fut remplacé comme archevêque de Québec par son coadjuteur Mgr Louis-Nazaire Bégin. L'abbé François-T.-A. Racicot fut nommé évêque de Pogle et auxiliaire de l'archevêque de Montréal, le 14 janvier 1905, et fut sacré le 3 mai suivant. L'archevêque anglican, William-Bennett Bond, de Montréal, métropolitain du Canada depuis 1901, paya aussi son tribut à l'impitoyable faucheuse, le 9 octobre 1906; le révérend James Carmichael, nommé coadjuteur de l'archevêque Bond, le 25 avril 1902, devenait évêque de Montréal. Le Collège Royal Victoria, affilié à l'Université McGill, ouvrit ses portes aux étudiantes en 1899. Le troisième congrès des médecins français de l'Amérique du Nord fut tenu du 26 au 28 juin 1906 aux Trois-Rivières. Le canal de Soulanges fut complété et ouvert au trafic l'année suivante. Le pont de chemin de fer Alexandra, sur l'Ottawa, entre Ottawa et Hull, fut terminé en 1905; celui en construction à Québec s'écroula causant plusieurs morts. Un autre affreux accident fut la destruction, par un éboulement, du village de Notre-Dame-de-la-Salette, sur la rivière du Lièvre, le 26 avril 1908, qui coûta la vie à trente-sept personnes et causa des dommages matériels considérables. Une conflagration à Hull et à Ottawa, le

26 avril 1900, causa pour \$10,000,000 de dommages et sept pertes de vie. Le 22 juin 1908, un incendie détruisit trois cents maisons aux Trois-Rivières. Le 17 octobre 1907 est une date mémorable, non seulement dans l'histoire du pays, mais dans celle du monde entier; ce jour-là, la communication par télégraphe sans fil fut établie à travers l'Atlantique. Au recensement décennal de 1901, la population de la province se chiffrait à 1,648,898 habitants, montrant une augmentation satisfaisante sur le recensement précédent.

Parmi les personnes notables qui furent décorées par le Souverain durant cette décade mentionnons les suivants : sir James-Macpherson Le Moine, littérateur et historien, fait chevalier, le 1er janvier 1897, et sir Lomer Gouin et sir Georges Garneau, honorés de la chevalerie en juillet 1908, des mains du duc d'York. Le terme d'office de sir Louis-Amable Jetté prit fin le 17 septembre 1908. Il s'était montré un administrateur sage et plein de tact. Le 16 novembre 1909, il était nommé juge en chef de la Cour du Banc du Roi de la province. Il fut l'administrateur du gouvernement provincial durant la maladie de sir Pantaléon Pelletier, du 10 novembre 1910 au 10 avril 1911. Il fut fait commandeur de la Légion d'Honneur la même année, et Commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George le 17 septembre 1901. Il en reçut l'investiture des mains du futur Georges V (alors duc de Cornwall et d'York), à Québec, en octobre suivant. Sir Louis-Amable Jetté fut aussi membre correspondant de la Société de Législation Comparée et de la Société d'Histoire Diplomatique de Paris et membre du tribunal nommé pour délimiter les frontières de l'Alaska, en 1903.

Dans sa jeunesse M. Jetté collabora à la presse politique, et fut un des rédacteurs de *L'Ordre*, journal de Montréal. Il fut aussi président de l'Association de Réforme lors de son élection au parlement. Plus tard, il devint membre du Conseil de l'Instruction Publique de la province de Québec. Il fut l'un des commissaires chargés de la révision du code civil, en 1888. Lors du cinquantième anniversaire de son entrée au barreau, en 1907, il reçut les félicitations du barreau de la province et un banquet lui fut offert par les juges des cours de Revision et d'Appel de Montréal. En octobre 1903, il avait été présenté au roi Edouard VII au Palais de Buckingham; il fut aussi reçu en audience privée par Sa Sainteté le pape Pie X, la même année. Il fut président de la commission des Champs de bataille de Québec; directeur de l'Eco-

le Polytechnique de Montréal; membre honoraire de la Société littéraire et historique de Québec et du Club de la Garnison de la même ville; aussi vice-président du Fonds Patriotique Canadien, en 1900.

Sir Louis-Amable Jetté était un littérateur éminent. Sa courtoisie et la dignité de ses manières, de même que son tact exquis, l'avaient rendu cher à ses nombreux amis et à tous ceux qui eurent l'occasion de le rencontrer. Il mourut à Québec, le 3 mai 1920, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

M. Jetté avait épousé, à l'église Notre-Dame de Montréal, le 23 avril 1862, Berthilde, fille de Toussaint Laflamme et de Marguerite-Suzanne Thibodeau, et soeur de l'honorable Rodolphe Laflamme, l'un des chefs du barreau canadien. Madame Jetté mourut à Montréal, le 2 juin 1919.

De leurs sept enfants, trois ont survécu :

Jules, le fils unique, Jésuite, missionnaire en Alaska jusqu'à son décès en 1927.

Berthe, mariée le 15 juin 1894 à l'avocat Rodolphe Lemieux, associé d'Honoré Mercier puis de Lomer Gouin.

Clotilde, mariée au docteur Siméon Grondin, de Québec.

SIR CHARLES-ALPHONSE-PANTALÉON PELLETIER (1837-1911)

Fils de Jean-Marie Pelletier, et de Julie, fille de Joseph Painchaud, Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier naquit à la Rivière-Ouelle, le 22 janvier 1837. Il fit ses études au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et à l'Université Laval de Québec. D.C.L. en 1858; admis au barreau du Bas-Canada le 2 janvier 1860; conseil de la Reine en 1879. Il fut avocat de la ville de Québec et syndic, puis bâtonnier du barreau du district de Québec. Ayant suivi les cours de l'école militaire de Québec, il obtint une commission dans la milice volontaire, fit du service actif lors de l'affaire du Trent (8 novembre 1861), et commanda le 9e bataillon durant l'invasion féniennne. Il se retira de la milice avec le rang de lieutenant-colonel. Il se présenta dans Kamouraska pour la Chambre

des Communes en 1867, mais le rapporteur-rédacteur fut empêché par la force de tenir l'élection. Il fut élu le 17 février 1869 et réélu en juillet 1872 et de nouveau en janvier 1874. Le 26 janvier 1877, il entra dans le ministère Mackenzie en qualité de ministre de l'Agriculture; il conserva ce portefeuille jusqu'à la chute du ministère Mackenzie. Le 2 février 1877 il était nommé sénateur. Il représenta aussi la division de Québec-Est à l'Assemblée législative de la province de Québec, du 4 mars 1873 au 20 janvier 1874, lorsqu'il donna sa démission. Il se retira avec le reste du ministère Mackenzie le 16 octobre 1878. L'honorable M. Pelletier fut président du Conseil canadien à l'Exposition universelle de Paris en 1878. Lors du retour des libéraux au pouvoir, il fut nommé président du Sénat, le 13 juillet 1896, et il occupa ce poste jusqu'au 28 janvier 1901. Il avait été fait commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George le 24 mai 1898. Il fut nommé juge de la Cour supérieure à Québec le 30 septembre 1904 et lieutenant-gouverneur de la province le 15 septembre 1908, en remplacement de sir Louis-Amable Jetté.

Durant son court passage à la tête de l'administration, les événements les plus notables furent les suivants : le décès d'Edouard VII et l'accession au trône de Georges V; départ de Québec de l'*Arctic*, commandé par le capitaine J.-E. Bernier, pour les mers polaires, le 7 juillet 1910, pour y faire la police et voir à ce que les lois de douane et les règlements de pêcheries soient observés, et aussi pour tenter le passage du Nord-Ouest. De nouveaux traités de commerce furent signés en 1910 par le gouvernement du Canada avec l'Allemagne, la Belgique, la Hollande et l'Italie. Tous ces arrangements favorisaient le commerce de la province de Québec. Le 5 juin 1909 mourait subitement à Casselman, Ontario, Mgr Joseph-Thomas Duhamel, l'éminent archevêque d'Ottawa, et, le 6 septembre 1910, Mgr Charles-Hugh Gauthier, archevêque de Kingston, le remplaçait à Ottawa. Le 10 septembre 1909, avait lieu à Québec la réunion du premier conseil plénier de l'épiscopat canadien sous la présidence du délégué apostolique. Mgr Sbaretti, le délégué apostolique au Canada, s'embarquait pour Rome, le 7 avril 1910; il cessa d'être délégué le 29 octobre suivant et eut pour successeur Mgr Pellegrino F. Stagni, qui fut nommé le 3 novembre de cette année et arriva à Ottawa le 24 mars 1911. Le vingt-et-unième congrès eucharistique se réunit à Montréal du 6 au 10 septembre 1910 et fut l'occasion de grandes démonstrations religieuses. L'Ecole des Hautes Etudes

Commerciales de Montréal fut ouverte cette année, et le recensement de 1911 donna à la province une population d'un peu plus de 2,000,000 d'habitants, soit une augmentation d'environ 17% pour la décade.

Sir Pantaléon Pelletier avait épousé, le 23 juillet 1861, Suzanne, fille de Charles-Eusèbe Casgrain et d'Elizabeth-Anne Baby, de Québec. Elle décéda le 12 juin 1862. M. Pelletier convola aux Eboulements, le 10 février 1866, avec Adélaïde-Virginie, fille de l'honorable Marc-Pascal de Sales Laterrière, conseiller législatif et seigneur des Eboulements, et d'Eulalie-Antoinette Dénéchaud. Son fils le lieutenant-colonel Oscar Pelletier, vétéran de la campagne de 1885 au Nord-Ouest et de la guerre Sud-Africaine, eut le commandement du district militaire no 7.

Sir Pantaléon Pelletier mourut en office, à Spencer-Wood, le 29 avril 1911.

SIR FRANÇOIS-CHARLES-STANISLAS LANGELIER (1838-1915)

Fils de Louis-Sébastien et de Julie-Esther Casault, François Langelier naquit à Sainte-Rosalie, comté de Bagot, le 24 décembre 1838. Il étudia au collège de Saint-Hyacinthe et à l'Université Laval. L.L.B. en 1860; L.L.L., avec grande distinction, en 1861; L.L.D. de l'Université Laval et de l'Université de Paris, en 1878; D.C.L. honoraire de l'Université de Bishop's College, de Lennoxville, en 1903. M. Langelier fut admis au barreau du Bas-Canada en 1861, Conseil de la reine, province de Québec, en 1878, et pour le Canada, en 1880. Il était un des leaders du barreau de la province, et pratiquait à Québec, où il fut durant nombre d'années membre de la faculté de droit de l'Université Laval; professeur de droit romain, puis de droit civil et d'économie politique. Doyen de la faculté en 1892, et membre du conseil universitaire. Il fut aussi vice-président de l'Association du barreau canadien; secrétaire de la Société de Colonisation de Québec; président de l'Institut Canadien et du Conseil des Arts et manufactures; et maire de la ville de Québec de 1882 à 1890.

M. Langelier entra dans l'arène politique comme libéral et libre-échangiste. Il se présenta dans Bagot pour l'Assemblée législative en

1871, mais il fut défait. Il fut élu dans Montmagny et siégea dans l'Assemblée du 16 décembre 1873 au 7 juin 1875, puis il représenta Portneuf, du 1er mai 1878 au 7 novembre 1881. Il fut élu à la Chambre des Communes, dans Mégantic, le 10 juillet 1884, et représenta cette division jusqu'au 15 janvier 1887; puis celle de Québec Centre, du 22 février 1887 jusqu'à sa nomination comme juge de la Cour supérieure de Québec le 14 janvier 1898. M. Langelier fut commissaire des terres de la Couronne dans l'administration de sir Henri Joly de Lotbinière, du 8 mars 1878 au 12 mars de l'année suivante, et trésorier provincial de cette date au 30 octobre suivant. Il fut promu juge en chef de la Cour supérieure, le 6 juin 1906, et fut ex-officio membre du Bureau des arbitres nommé en 1891 pour le règlement des comptes publics non réglés lors de la Confédération, entre les provinces de Québec et d'Ontario et le Dominion. Il fut administrateur du gouvernement de la province de Québec en l'absence de sir Louis-Amable Jetté en 1903. M. Langelier fut fait chevalier par le roi Edouard le 28 juin 1907. Il fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 5 mai 1911. Il avait été commissaire royal en plusieurs occasions. Il prit une part active à l'organisation de la ligue anti-alcoolique et en fut le premier président, en 1907. Il fut aussi président en 1906 du comité spécial nommé pour préparer la célébration du tri-centenaire de la fondation de la ville de Québec. Il fut élu membre de la Société Royale du Canada en 1908; devint président de la section française en 1910.

Parmi les principaux événements de son administration, mentionnons les suivants : le retour au pouvoir, à Ottawa, du parti conservateur, sous la direction de sir Robert Borden, en octobre 1911; la mort de sir Henri-Elzéar Taschereau, ancien juge en chef de la Cour Suprême du Canada, 14 avril 1911; les élections provinciales eurent lieu le 15 mai 1912, et le gouvernement de sir Lomer Gouin fut maintenu par une grande majorité. La superficie de la province de Québec fut de nouveau considérablement agrandie par une loi fédérale, mise en vigueur le 15 mai 1912. Une convention commerciale avec les Indes Occidentales fut mise en vigueur le 2 juin 1913; la guerre fut déclarée à l'Allemagne par le Canada, le 4 août 1914. Mgr Bégin, archevêque de Québec, fut élevé au cardinalat par le pape Pie X, le 25 mai 1914, et son successeur Benoit XIII donnait à l'évêque auxiliaire de Québec Mgr Paul-Eugène Roy, le rang d'archevêque, avec le titre de Séleucie, le 8 septembre de la même année. Mgr Georges Gauthier fut nommé évêque

de Philopolis et auxiliaire de Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, en remplacement de Mgr Racicot démissionnaire pour cause de santé, le 24 août suivant. Le révérend A.-H. Dunn, évêque anglican de Québec, ayant donné sa démission, il s'embarqua pour l'Angleterre et mourut en mer en novembre 1914. Il eut pour successeur le révérend Lennox-Waldron Williams, qui fut sacré le 25 janvier 1915. Lord Strathcona mourut à Londres le 21 janvier 1914. C'était un des promoteurs de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, président de la Banque de Montréal, etc.; il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans. Sir Edward Clouston, baronnet, qui fut durant plusieurs années gérant-général de la Banque de Montréal, mourut aussi cette année. Des collèges classiques et commerciaux furent ouverts, à Saint-Jean-d'Iberville en 1911, à Nominique en 1912. Ce dernier fut transféré à Mont-Laurier en 1915. Le vapeur *Titanic* se perdit au milieu de l'Atlantique, le 14 avril 1912, causant 1490 pertes de vie. *L'Empress of Ireland* eut le même sort près de la Pointe-au-Père, dans le fleuve Saint-Laurent, le 29 mai 1914, quand 900 personnes périrent. Sir Gilbert Parker, le romancier canadien, demeurant alors en Angleterre, fut créé baronnet, et sir Rodolphe Forget, le financier et philanthrope bien connu, fut fait chevalier en 1912. Sir Thomas Roddick, M.D., sir Herbert Samuel Holt et sir François-Xavier Lemieux, juge en chef de la Cour supérieure à Québec, furent faits chevaliers en 1914. Un tunnel fut percé sous le Mont-Royal par la compagnie du chemin de fer Canadien Northern, afin d'effectuer une entrée à sa nouvelle gare, rue Lagauchetière ouest, à Montréal; il fut terminé le 10 décembre 1913.

Sir François Langelier était de haute stature et avait une tête remarquable; une de ces têtes qui attirent l'attention. C'était un bel orateur, au style brillant, à la parole aisée, animée et élégante.

Parmi ses principaux ouvrages nous pouvons citer un *Traité de la preuve en matière civile et commerciale* et son *Commentaire du Code civil de la province de Québec*, en 6 volumes, qui furent l'objet d'appréciations flatteuses dans la presse du pays.

Sir François Langelier se maria deux fois. La première, le 1er février 1884, avec Virginie-Sarah-Sophie, fille de L. Légaré, de Québec. Elle mourut en 1891. La seconde, en mai 1892, avec Marie-Louise-Adélaïde, fille de Frédéric Braun, fonctionnaire à Ottawa, et de Laure-Catherine-Dorothée de Sales Laterrière. Sir François Langelier est mort à Spencer-Wood, le 8 février 1915.

SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC
(1853-1918)

Fils de Joseph et d'Adèle Bélanger, Pierre-Evariste Leblanc naquit à Saint-Martin, comté Laval, le 10 août 1853. Il était de descendance acadienne; ses ancêtres furent du nombre des déportés par l'infâme Lawrence, en 1755. Ils réussirent à s'échapper des colonies américaines et vinrent s'établir dans l'île Jésus.

Pierre-Evariste Leblanc étudia à l'académie de Saint-Martin et à l'Ecole normale Jacques-Cartier, Montréal. Il enseigna durant plusieurs années, et étudia le droit. Il fut admis au barreau de la province de Québec le 11 juillet 1879. Entré dans l'arène politique, il fut élu à l'Assemblée législative, pour le comté de Laval, le 30 octobre 1882, mais son élection fut contestée et annulée. Il se présenta de nouveau le 13 juin 1883, fut défait, mais élu, le 14 juillet 1884, ainsi qu'aux élections générales du 14 octobre 1886. Cette dernière élection ayant été de nouveau annulée, il se représenta et fut élu le 12 mai 1888. Il fut réélu aux élections générales de 1890, 1892, 1897, 1900 et 1904. Il fut défait en 1908 par quatre voix seulement. M. Leblanc fut président de l'Assemblée sous les gouvernements de MM. Boucher de Boucherville, Taillon et Flynn, du 27 avril 1892 au 23 novembre 1897, et fut chef de l'opposition de 1905 à 1908. Sir Evariste Leblanc se remit alors à la pratique de sa profession à Montréal. Il fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 9 février 1915.

Les faits les plus remarquables de son administration furent : la continuation de la guerre mondiale, qui ne se termina que trois semaines après sa mort. Des élections générales eurent lieu le 22 mai 1916; le gouvernement de sir Lomer Gouin fut soutenu avec une majorité accrue, et sir Lomer demeura au timon des affaires jusqu'au 8 juillet 1920, alors qu'il donna sa démission et se retira de la vie publique. Sir Robert Borden ayant formé un ministère unioniste, remporte la victoire aux élections générales, le 17 septembre 1917, mais il n'eut pas un seul supporteur canadien-français dans la province de Québec. Le 29 août 1917, le gouverneur général donnait son assentiment à la loi du service militaire obligatoire. Une conférence inter-provinciale fut tenue à Ottawa, le 15 février 1918. Mgr Adélard Langevin, le

grand archevêque de Saint-Boniface, qui avait si vaillamment combattu pour la cause des écoles séparées du Manitoba, mourait à Montréal le 15 juin 1915, et sir Charles Tupper, baronnet, ancien premier ministre du Canada, vétéran de l'arène politique canadienne, le toujours victorieux « war horse of Cumberland » qu'il représenta sans interruption durant quarante ans, et le dernier survivant des Pères de la Confédération, s'éteignait à l'âge patriarcal de quatre-vingt-quatorze ans, le 30 octobre de cette même année. La pierre angulaire de la bibliothèque municipale de Montréal fut posée le 20 novembre 1915, et cette institution ouvrit ses portes au public le 4 septembre 1917. Le pont de Québec s'effronda une seconde fois, le 11 septembre 1916, lorsque tout semblait bien aller; la grande travée centrale fut enfin heureusement mise en place le 20 septembre 1917. Parmi les honneurs impériaux accordés à des Canadiens durant ces trois années, les suivants échurent à des gens de la province de Québec; sir Thomas Shaughnessy, président du C.P.R., fut créé baron le 31 décembre 1915; sir William Peterson, principal de l'Université McGill, fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-George; sir Herbert B. Ames fut fait chevalier le 2 juin 1915; sir Louis-Olivier Taillon, ancien premier ministre de la province, reçut le même honneur, le 31 décembre 1915, et sir Evariste Leblanc, en 1916.

Sir Evariste Leblanc avait épousé, le 12 janvier 1886, Hermine-Joséphine, fille de Théodore Beaudry et de Catherine Vallée. Il mourut après une longue et douloureuse maladie, le 18 octobre 1918, laissant sa femme, un fils, le capitaine Beaudry Leblanc, des Dragons Royaux, de retour du front, et deux filles, Juliette (Mme de Costor), de Buenos-Ayres, et Marie-Gabrielle-Marguerite-Germaine (Mme Arthur Pérodeau), de Montréal. Mme Leblanc mourut à Montréal, le 27 février 1931, âgée de soixante-quatre ans.

Ce vaillant lutteur était toujours au plus fort de la mêlée dans les élections provinciales. Possédant une grande facilité de parole, spirituel et vif à la répartie, il était incessamment à la disposition des chefs de son parti qui ne le ménageait pas. Ses plus belles luttes furent soutenues dans son propre comté de Laval. Elles rappellent les élections du bon vieux temps en Angleterre, que la plume de l'immortel Dickens a si bien décrites. Malgré tout cela, il n'avait pas un seul ennemi; sitôt la lutte terminée sa bonhomie reprenait le dessus, et il se faisait aimer.

SIR CHARLES-CONNELLY FITZPATRICK

(1853-1942)

Fils de John, marchand de bois de Sillery, et de Mary Connelly, Charles Fitzpatrick naquit à Québec, le 19 décembre 1853. D'origine irlandaise, il eut une éducation française et étudia au Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière, au Séminaire de Québec et à l'Université Laval, où il fut reçu bachelier ès-arts et en droit en 1873. Il fut admis au barreau de la province de Québec le 9 septembre 1876, et à celui de la province d'Ontario, la même année. Il fut à différentes reprises le substitut du procureur général dans le district de Québec, mais il est mieux connu comme Conseil pour la Défense dans plusieurs causes célèbres. Il fut l'avocat de Riel en 1885, celui de l'honorable Honoré Mercier, ancien premier ministre de la province de Québec, dans le répugnant procès que lui intenta l'administration qui succéda à la sienne; et celui de Thomas McGreevy, député, devant le comité des élections de la Chambre des Communes. Il avait aussi plaidé plusieurs causes importantes devant le comité judiciaire du Conseil Privé.

Charles Fitzpatrick représenta le comté de Québec à l'Assemblée législative, de 1890 à 1896, puis la même division électorale aux Communes, de 1896 à 1906. Il devint solliciteur général du Canada, le 13 juillet 1896. Il fut réélu en 1904. Il fit une visite en Angleterre au mois de juin 1898, comme représentant du Canada dans l'arbitrage proposé entre les gouvernements du Royaume-Uni et de Russie, au sujet de compensations pour la saisie de navires de pêche canadiens. Il fut président de la branche de Québec de l'Irish National League et membre de plusieurs autres associations irlandaises. Il fut délégué à la convention nationale des Irlandais, tenue à Dublin, en 1896. Il devint membre du Conseil Privé du Canada et ministre de la Justice, le 11 février 1902, et juge en chef de la Cour Suprême du Canada, le 4 juin 1906. Il administra le gouvernement du Canada du 16 au 21 avril 1907; du 13 mai au 8 juin de la même année; du 5 juin au 24 juillet 1909; du 22 au 27 janvier 1912; du 22 mars au 24 octobre 1913. Il fut fait chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, le 28 juin 1907; membre du Conseil Privé impérial, le 4 juillet 1908, et grand'croix de l'ordre de Saint-Michel et de Saint-George en 1911.

Sir Charles Fitzpatrick fut nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec en remplacement de sir Evariste Leblanc, le 21 octobre 1918, et il entra en fonctions le lendemain. Peu de temps après, un armistice était conclu entre les Alliés et les Allemands, le 11 novembre 1918. L'année 1919 vit la destruction par le feu de la cathédrale de Chicoutimi; la fondation de l'Union des municipalités de la province; un débat à la Chambre d'Assemblée sur le sujet de l'instruction obligatoire, mais il se termina sans qu'un vote fut pris. La Législature passa un bill pour le referendum concernant la prohibition des boissons alcooliques; le vote populaire rejeta cette mesure. Le général Pau, officier français, visita Montréal et Québec et fut reçu avec enthousiasme. La mort de sir Wilfrid Laurier eut lieu le 17 février. Un congrès des archevêques canadiens fut tenu à Québec. Les villes de Montréal et de Québec firent une grande réception au 22e régiment canadien-français, ainsi qu'aux autres vétérans de la guerre, de retour du front. Les élections générales pour l'Assemblée législative eurent lieu le 23 juin 1919; 43 libéraux et un conservateur furent élus par acclamation. Le résultat final fut de 74 libéraux, de 4 conservateurs et de 2 ouvriers. Un congrès de l'Association médicale canadienne fut tenu à Québec les 25, 26 et 27 juin à l'occasion du cinquantième de sa fondation. Un congrès de colonisation organisé par l'Association catholique de la jeunesse canadienne fut aussi tenu à Chicoutimi le 30 juin. L'année 1920 vit la destruction par le feu de l'École normale de Nicolet, en mars; et celle du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en décembre. Une campagne de souscriptions pour l'Université de Montréal fut couronnée d'un plein succès. L'honorable Louis-Alexandre Taschereau devint premier ministre en remplacement de sir Lomer Gouin démissionnaire, le 9 juillet. Le 9 de juin précédent le dévoilement du monument Dollard au Long-Sault avait eu lieu et ce même mois vit la célébration du centenaire de la ville de Beauharnois. Trois éminents citoyens canadiens décédèrent durant le cours de l'année 1920 : sir Louis-Amable Jetté, ancien lieutenant-gouverneur, le 7 mai; sir Adolphe-Basile Routhier, le 27 juin; et l'honorable Siméon-Napoléon Parent, ancien premier ministre de la province, le 7 septembre.

Sir Charles Fitzpatrick mourut à Québec, le 17 juin 1942. Il avait épousé, le 20 mai 1879, Corinne, fille de l'honorable René-Edouard Caron, qui fut lieutenant-gouverneur de la province de Québec de 1873 à 1879.

L'HONORABLE LOUIS-PHILIPPE BRODEUR (1862-1924)

Descendant de Jean Brodeur, originaire de Niel, en Poitou, qui épousa à Boucherville, en 1679, Marie-Anne Messier, fille du seigneur du Cap Saint-Michel et parente des Le Moyne, l'honorable Louis-Philippe Brodeur est le fils de Toussaint Brodeur, un « patriote » de 1837, et de Justine Lambert, dont le père fut tué à la bataille de Saint-Charles. Il naquit à Beloeil le 21 août 1862, fit ses études classiques au collège de Saint-Hyacinthe, puis son droit à l'Université Laval de Montréal. Admis au barreau de la province de Québec en 1884, il s'associa à Honoré Mercier et fut nommé Conseil de la Reine en 1889 et fut fait docteur en droit en 1904.

Louis-Philippe Brodeur se lança de bonne heure dans la politique et il écrivit beaucoup dans les journaux du temps, notamment *La Patrie* et *L'Electeur*, soutenant le parti libéral d'une plume alerte et vigoureuse. Elu représentant du comté de Rouville aux Communes, lors des élections générales de 1891, il fut réélu à celles de 1896, de 1900, de 1904 et de 1908, cette fois par acclamation. Il fut nommé vice-président de la Chambre des Communes et président des Commissions, en août 1896, à l'avènement du parti libéral au pouvoir. Le 6 février 1901, il devenait président de la Chambre et il conserva ce poste jusqu'au 18 janvier 1904, lorsqu'il fut appelé à faire partie du ministère Laurier; il fut assermenté le 19 de ce mois comme ministre du Revenu de l'Intérieur. Au cours de la session de 1904, M. Brodeur introduisit à la Chambre un projet de loi contre le monopole du tabac, et cette mesure reçut la sanction des deux chambres. Elle attira l'attention du peuple canadien et la presse américaine elle-même l'approuva hautement. Le 6 février 1906, M. Brodeur devenait ministre de la Marine et des Pêcheries. Il fut l'un des délégués canadiens à la conférence coloniale de Londres l'année suivante. Il négocia aussi à Paris, cette même année, de concert avec l'honorable M. Fielding, le traité commercial franco-canadien dont il est un des signataires, le premier que le Canada ait conclut avec une autre puissance sans l'intermédiaire de l'Angleterre. M. Brodeur représenta de nouveau le Canada à la conférence impériale qui discuta la défense de l'Empire, en 1909. Il fut l'auteur du projet de loi établissant une marine canadienne, en

janvier 1910. L'été suivant, M. Brodeur, au nom du gouvernement Laurier, recevait à bord du *Lady Grey*, le cardinal Vanutelli, légat du pape Pie X qui venait présider le congrès eucharistique de Montréal.

Délégué de nouveau à la conférence impériale de 1911, il prit part aux fêtes du couronnement de Georges V au mois de février de cette année. Nommé juge à la Cour Suprême du Canada, le 11 août 1911, il était élevé, le 9 octobre 1923, à la haute dignité de lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Il fut assermenté à Québec, le 31 de ce mois, par le juge en chef de la province, l'honorable Eugène Lafontaine.

Pendant son séjour à Ottawa, M. Brodeur s'est identifié avec toutes les institutions canadiennes de langue française de la capitale. Il a été durant plusieurs années président d'honneur de l'Institut canadien-français et membre du conseil du groupe d'Ottawa de l'Alliance française.

L'honorable M. Brodeur mourut à Québec, le 2 janvier 1924, alors qu'il était lieutenant-gouverneur. Il avait épousé à Beloeil, le 27 juin 1887, Emma, fille du notaire J.-Reignier Brillon et de Edesse Trudeau; elle est décédée à Saint-Hilaire le 10 novembre 1940. De cette union sont nés cinq enfants :

1. Reignier, avocat, né le 6 juin 1888, marié le 15 février 1917, à la Cathédrale de Montréal, à Germaine, fille du sénateur J.-Marcellin Wilson et d'Alexina Geoffrion. Décédé à Montréal, le 6 décembre 1938.

2. Berthe, mariée à Ottawa, en 1909, à Joseph-Georges de Lorimier.

3. Victor, contre-amiral, né le 17 septembre 1892.

4. Jean-Charles, ingénieur minier, né le 1899.
Marié à Timmons, Ont., en 1934, à Anne Bick.

5. Wilfrid, né le 6 juin 1903, marié à Saint-Hilaire, le 27 août 1932, à Madeleine, fille du notaire J.-E.-M. Desrochers et de Léonie Brunet.

L'HONORABLE NARCISSE PÉRODEAU (1851-1932)

Le quatorzième lieutenant-gouverneur de la province de Québec naquit à Saint-Ours, comté de Richelieu, le 26 mars 1851, du mariage de Paul Pérodeau et de Modeste Arpin. Il descend de Jean-Baptiste Pérodeau dit Lafleur, (fils de Jean-Baptiste et d'Antoinette Besis, de Monchaud, diocèse de Saintes, Haute-Saintonge), qui épousa au Bout-de-l'Île de Montréal, le 22 janvier 1731, Marie-Angélique, fille de Pierre Gallien et de Marie-Jeanne Mourier. Il était, comme on le voit, du pays du fondateur de Québec, natif de Brouage, capitale de la Basse-Saintonge.

Le jeune Narcisse entra au Collège de Saint-Hyacinthe en 1864 et il y fit son cours classique complet. Il étudia ensuite le droit à l'Université McGill de Montréal où il obtint, en 1876, le diplôme de bachelier en droit civil. M. Pérodeau fut admis à la pratique du notariat le 17 mai de cette année et il s'établit à Montréal. Doué d'un grand sens des affaires et d'un solide jugement, il devint bientôt l'un des notaires les plus en vue de la province et, en 1880, il était élu secrétaire, puis président de la Chambre des notaires (1880-1912). M. Pérodeau fut professeur de procédure notariale à l'Université Laval de Montréal, d'avril 1897 à 1920, et, de 1911 à 1923, professeur de législation financière, industrielle et commerciale (chaire Forget, cours privés, comme professeur titulaire). Il fut aussi membre du Sénat académique de l'Université de Montréal. Il fut fait LL.D. en 1907.

Le 23 décembre 1897, M. Pérodeau était nommé représentant de la division de Sorel au Conseil législatif et, le 14 mars 1910, il devint membre de l'Exécutif, sans portefeuille, dans le ministère de Lomer Gouin. Il était, en cette qualité, le leader du gouvernement à la chambre haute depuis cette date, lorsque, le 8 janvier 1924, il fut élevé au poste de lieutenant-gouverneur de la province, en remplacement de l'honorable Louis-Philippe Brodeur décédé prématurément. M. Pérodeau entra en fonctions le surlendemain, prêtant les serments d'usage entre les mains de l'honorable sir François Lemieux, juge en chef de la Cour supérieure de la province. Son terme de lieutenant-gouverneur fini, M. Pérodeau fut de nouveau conseiller législatif, pour la division Montarville, et membre du cabinet Taschereau (1929-1932).

Savant légiste et éducateur émérite, M. Pérodeau était aussi un habile financier et un administrateur de premier ordre. Il fut un des directeurs de la *Montreal Light, Heat and Power Consolidated*, membre du bureau de direction de la *Mount Royal Assurance Company*, président du bureau des Commissaires censeurs de la Banque Provinciale du Canada, premier vice-président de la compagnie d'assurance *La Sauvegarde*, l'un des administrateurs de la *Société d'administration générale*, et membre de la corporation de l'École Polytechnique jusqu'à son élévation au poste de lieutenant-gouverneur.

M. Pérodeau a épousé à Saint-Hyacinthe, le 23 avril 1883, Marie-Louise, née le 7 mars 1861, fille du docteur Charles-Peter Buckley de cette ville, ancien chirurgien de l'armée anglaise, qui avait pris part au siège de Sébastopol. A l'occasion de la mort de cet homme distingué, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* publiait, dans son numéro du 27 octobre 1865, le bel éloge qui suit :¹ « Une éducation supérieure, des manières distinguées, un esprit noble et un coeur généreux, apanages d'un homme bien né, faisaient du docteur Buckley un type de parfait gentilhomme. »

L'honorable M. Pérodeau mourut à Montréal, le 18 novembre 1932. Son épouse était morte beaucoup plus tôt, aussi à Montréal, le 2 février 1913. Leur famille se composait d'une fille et de trois fils :

Yvonne, qui épousa à Montréal, le 7 octobre 1908, Frank-Ethelbert McKenna, fils de William et de Thérèse-Adélaïde Brennan, décédé à Montréal le 23 juin 1917, en son vivant notaire à Montréal. Décédée à Spencer-Wood en 1927 ou 1928.

Arthur, notaire, né à Montréal en 1889, marié à Montréal, le 19 octobre 1912, à Marie-Gabrielle-Marguerite-Germaine, fille de sir Evariste-P. Leblanc et de Hermine-Joséphine Beaudry, et remarié à Muriel Andrews. Décédé à Montréal, le 28 septembre 1938.

Horace, né à Montréal en 1897, marié, le 2 avril 1918, à Thelma Nicholson, fille de George et de Jennie Brown. Décédé à Montréal, le 15 février 1935.

Jean, né à Montréal le 18 février 1902, marié à Spencer-Wood, le 25 novembre 1924, à Olympe Bruneau, fille d'Arthur et d'Olympe Chauveau.

1. Reproduit par P.-G. Roy, dans *La Famille Frémont*, d'où nous l'avons tiré.

SIR LOMER GOUIN
(1861-1929)

Fils du docteur J.-Nérée Gouin et de Victoire-Séraphine Fugère, Joseph-Alfred-Lomer naquit aux Grondines, comté de Portneuf, le 19 mars 1861. Il commença ses études au Collège de Sorel, où se donnait alors un cours classique, les continua à celui de Lévis et les termina à l'Université Laval de Montréal. Admis au barreau en 1884, il fit sa cléricature dans le bureau légal de Abbott et Laflamme, puis il devint l'associé de Siméon Pagnuelo et de L.-O. Taillon, puis enfin l'associé et bientôt le gendre d'Honoré Mercier. Plus tard encore, il deviendra bâtonnier général de la province.

Lomer Gouin subit un échec dans le comté de Richelieu, aux élections de 1891, comme candidat libéral, mais fut élu conseiller municipal de Montréal la même année. La politique municipale ne fut pour le futur représentant du roi à Spencer-Wood qu'un tremplin pour passer dans la politique provinciale. Il triompha dans son comté natal de Portneuf aux élections de 1897, et conserva ce mandat jusqu'à son départ de la scène parlementaire québécoise, en 1920.

Sir Lomer Gouin a également représenté le comté de Saint-Jacques à la Législature de Québec, de 1897 à 1908. Il devint ministre des Travaux publics et de la colonisation lors de la formation du cabinet Parent, le 3 octobre 1900, mais démissionna le 2 novembre 1904, pour conduire, avec deux de ses collègues également comme lui mécontents et démissionnaires, un mouvement de révolte qui aboutit à la chute de Siméon-Napoléon Parent, le 5 mars 1905, et à la formation du cabinet Gouin, le 20 mars suivant. Sir Lomer Gouin se retira volontairement de la scène provinciale en 1920, après avoir désigné Alexandre Taschereau, son bras droit, pour lui succéder. Il fut nommé peu après (9 juillet 1920) au Conseil législatif pour la circonscription de Salaberry.

Aux élections générales de 1921, sir Lomer Gouin se présente dans la division Laurier-Outremont et est élu député à la Chambre des Communes. De 1921 à 1924, il est ministre de la Justice dans le cabinet Mackenzie King. Il démissionne le 3 juin 1924. Il s'occupe alors de l'Université de Montréal, dont il était le président du Conseil d'ad-

ministration depuis 1920. Nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 10 janvier 1929, il ne le sera pas longtemps. Il meurt subitement, d'une attaque d'angine de poitrine, en grand uniforme, au palais législatif, le 28 mars suivant, au moment où il allait proroger la session parlementaire.

Sa mort a laissé un vide immense dans sa province, surtout au sein du parti libéral dont il avait été l'un des plus ardents lutteurs.

Créé chevalier (Knight) par le prince de Galles, à l'occasion du troisième centenaire de Québec, en 1908, sir Lomer Gouin reçut la croix de Saint-Michel et de Saint-George en 1913; il fut aussi nommé officier de l'Instruction publique et de la Légion d'Honneur en France, puis commandeur de l'Ordre de Léopold de Belgique. Il était docteur en droit des universités McGill, de Montréal, de Toronto et de Lennoxville. Comme homme d'affaires, il fut directeur du Royal Trust, de l'Assurance Mont-Royal, de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, de la Banque Provinciale du Canada et de la Banque de Montréal.

Il avait épousé en premières noces, à Montréal, le 24 mai 1888, Eliza, décédée à Montréal le 4 septembre 1904, fille de l'honorable Honoré Mercier, alors premier ministre de la province de Québec, et de Léopoldine Boivin; et, en secondes noces, à la cathédrale de Montréal, le 19 septembre 1911, Alice, fille d'Auguste Amos, riche industriel de Montréal, et de Marie-Louise Boyer.

Sir Lomer Gouin laissa deux fils :

Léon-Mercier, avocat et sénateur, né à Montréal le 24 décembre 1891, qui poursuivit de fortes études universitaires aux Universités Laval et McGill de Montréal, Queen's de Kingston, et d'Oxford, en Angleterre. Membre de la Société Royale du Canada et professeur de droit commercial à l'Université de Montréal. Marié, le 20 novembre 1917, à Yvette Olivier, femme de lettre et auteur dramatique, née à Québec le 29 mars 1895.

Et Paul, né à Montréal le 20 mai 1898, qui fit son droit aux Universités Laval de Québec et de Montréal et fonda, en 1935, un parti politique provincial nommé l'Action libérale nationale dont l'existence fut éphémère. Président de la Vie française de 1956 à 1962, président

de la Commission des Monuments historiques de la province de Québec depuis 1955, conseiller technique au Secrétariat de la province de Québec, M. Paul Gouin vient d'être nommé président de la Commission Jacques-Viger de la ville de Montréal.

Mgr Maurault nous dit que sir Lomer Gouin était une vieille connaissance de sa famille, qu'il avait rencontrée dans sa jeunesse au cours d'un séjour qu'il fit à Sorel. « Je le connus beaucoup plus tard, ajoute Mgr Maurault, grâce à son fils aîné Léon, alors étudiant en droit à l'Université Laval de Montréal. Léon et son frère Paul m'honoraient de leur amitié. Quant à sir Lomer il eut toujours pour moi les sentiments les plus délicats. »¹.

L'HONORABLE HENRY-GEORGE CARROLL (1865-1939)

Né à Kamouraska le 31 janvier 1865, du mariage de Michael Burke Carroll et de Marguerite Campbell, Henry-George Carroll reçut une éducation canadienne-française. Il fit ses études classiques au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et ses études de droit à l'Université Laval de Québec. Admis au barreau le 3 juillet 1889, et nommé conseil de la reine en 1899, il s'établit à Fraserville (aujourd'hui Rivière-du-Loup), où il représenta le procureur général pendant plusieurs années. Député de Kamouraska à la Chambre des Communes de 1891 à 1904, il fut appelé dans le ministère Laurier en qualité de solliciteur général le 7 février 1902 et y resta jusqu'au 28 janvier 1904. Le 29 janvier 1904, il entra dans la magistrature comme juge de la Cour supérieure à Québec, puis, le 20 décembre 1908, il était promu à la Cour du Banc du Roi.

Entre temps commissaire ex-officio pour la révision et la consolidation des Statuts publiés du Canada, membre du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, en août 1906, puis président de la Commission Royale établie pour enquêter sur le commerce des alcools dans la province de Québec, en juin 1912, l'honorable juge Carroll devenait lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 2 avril 1929, en remplacement de sir Lomer Gouin, décédé.

1. Sur Léon-Mercier et Paul Gouin, voir *Vedettes* 1958, p. 136.

L'honorable Henry-George Carroll mourut à Québec le 20 août 1939.

Il avait épousé, en juin 1891, Amazellie Boulanger, fille de L. Boulanger, de Sainte-Agathe-de-Lotbinière. Deux filles lui survécurent : mesdames Louis La Rue et Edouard Taschereau.

L'HONORABLE ESIOF-LÉON PATENAUDE (1875-1963)

Né à Saint-Isidore de Laprairie le 12 février 1875, le fils d'Hilaire Patenaude et d'Angèle Trudeau, Esiof-Léon Patenaude fit ses études au Collège de Montréal et à l'Université Laval de Montréal. Admis au Barreau de Québec en 1899, il pratiqua sa profession à Montréal.

Elu député conservateur de Laprairie à l'Assemblée législative en 1908, il y fut réélu en 1912. Il quitte bientôt l'arène parlementaire provinciale pour devenir député d'Hochelaga à la Chambre des Communes et faire partie du cabinet fédéral à titre de ministre du Revenu de l'intérieur, le 6 octobre 1915, et passer au Secrétariat d'Etat du Canada le 8 janvier 1917. Le 12 juin de la même année, il s'oppose à la politique de conscription du gouvernement Borden et est forcé de remettre son portefeuille, mais il conserve son mandat de député jusqu'à l'expiration de son terme. Il refuse de se porter candidat aux élections générales de décembre 1917.

En 1923, M. Patenaude retourne à l'Assemblée législative où il représente le comté de Jacques-Cartier jusqu'en 1925. Il prend une part active à l'élection générale fédérale de 1925 et à celle de 1926. Le 13 juillet 1926, il accepte le portefeuille de la Justice dans le ministère Meighen, puis il démissionne avec ses collègues, le 25 septembre de la même année, par suite de la défaite du ministère.

Le 4 mai 1934, M. Patenaude devient lieutenant-gouverneur de la province de Québec et il occupe cette haute fonction jusqu'au 1er janvier 1940. Durant son terme d'office, il a le très grand honneur d'accueillir à Spencer-Wood, en mai 1939, Leurs Majestés le roi Georges VI et la reine Elizabeth, lors de leur voyage triomphal dans le Québec et le reste du pays.

De retour à la vie privée, M. Patenaude s'occupa d'administration financière. Homme d'affaire d'un grand mérite, il fut président du bureau des commissaires censeurs de la Banque Provinciale; président de la Société d'Administration et de Fiducie; président général de l'Alliance Nationale; vice-président du Crédit Foncier; directeur de la McColl-Frontenac Co., de la Crown Life Assurance Co., de la Cie d'Assurance Mutuelle et du Commerce de Saint-Hyacinthe, de la Cie Canadienne Mercantile, etc. Il a été fait docteur en droit *honoris causa* des Universités Laval, de Montréal, McGill et Bishop.

L'honorable M. Patenaude a épousé, le 8 mai 1900, Georgiana Deniger (dit Poupart), décédée à Montréal le 24 juin 1940, fille d'Antoine Deniger et de Rose Lemire. De cette union sont nés deux enfants :

Rose, mariée à Montréal, le 25 septembre 1923, à Hubert Prévost, fils de Hubert et de Eloise Lapointe.

Alphonse, mariée à Montréal, le 23 juin 1928, à Marie-Pauline-Madeleine Mercier, décédée le 4 septembre 1954, fille du Dr Oscar Mercier et d'Alexina Rolland.

L'honorable M. Patenaude est décédé à Montréal, le 7 février 1963.

Il fut un grand ami des Dix. Il les connaissait tous, mais particulièrement Aegidius Fauteux et Olivier Maurault. Devenu lieutenant-gouverneur, il nous recevait, avec deux autres amis des Dix, les honorables Thomas Chapais et Onésime Gagnon, une fois l'an, parfois deux fois, à Spencer-Wood. Nous y arrivions le samedi après-midi, nous y prenions un dîner somptueux, nous y passions la nuit; puis, après la messe célébrée par Mgr Olivier Maurault dans la chapelle et le long déjeuner, riche de conversations variées, nous rentrions chacun chez soi le soir. En 1939, il nous fut donné de visiter, en sa compagnie, l'Hôpital-Général de Québec, l'Hôtel-Dieu et le monastère des Ursulines, ouvert aux hommes seulement dans des circonstances exceptionnelles. On n'aurait pu désirer réceptions plus véritablement vice-royales que ces visites des Dix à Spencer-Wood.

L'HONORABLE EUGÈNE Fiset (1874-1951)

Fils de l'honorable Jean-Baptiste-Romuald Fiset, médecin et sénateur pour la division de Rimouski, et d'Aimée Plamondon, l'honorable Eugène Fiset naquit à Rimouski le 15 mars 1874. Il fit ses études au Séminaire de Rimouski et à l'Université Laval de Québec, puis il étudia à l'Hôpital Saint-Antoine, à Paris, et au Nose and Throat Hospital, à Londres.

Engagé par penchant, et sans doute aussi par vocation, dans la milice active, M. Fiset servit pendant l'injustifiable guerre sud-africaine avec le 2^e bataillon du Régiment Royal Canadien, le premier contingent envoyé en Afrique, en 1899, par le gouvernement de Wilfrid Laurier, en dépit de la sage opposition d'Anglo canadiens et de Canadiens français, notamment celle de Goldwin Smith et celle d'Henri Bourassa, pour n'en nommer que deux. M. Fiset fut présent aux batailles de Paardeberg, Hart Nek et Zand River, et mentionné trois fois dans les dépêches, ce qui lui valut la médaille, avec quatre agrafes, de la reine Victoria, le D.S.O. (Ordre du service distingué), et le titre de principal officier de la santé du contingent du Couronnement de Sa Majesté le roi Edouard VII, en 1902.

De retour au Canada au mois de décembre 1900, avec le grade de major, M. Fiset fut directeur général du service médical Royal Canadien, de 1903 à 1906, major-général dans la réserve des officiers de ce même corps, le 19 novembre 1914, puis chirurgien général en 1915. Sous-ministre de la Milice et de la Défense nationale depuis 1906, et à partir de 1910 vice-président du Conseil de la Défense du Canada, il a servi comme tel durant toute la durée de la Grande Guerre de 1914-1918.

Les mérites militaires du futur lieutenant-gouverneur de la province de Québec furent souvent récompensés. Colonel honoraire des Fusiliers du Saint-Laurent, milice canadienne, il fut nommé en 1905 médecin honoraire du gouverneur général du Canada, puis compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George, le 31 décembre 1913 et chevalier (Kt.) en 1917, décoré de la croix militaire de Tchécoslovaquie en 1918, fait chevalier de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem

en 1941, commandeur de la Légion d'Honneur de France et commandeur de l'Ordre de la Couronne de Belgique, enfin membre de première classe de l'Ordre de Saint Sava de Yougoslavie. Il prit sa retraite du service militaire en 1923.

Dans l'arène parlementaire, M. Fiset fut élu pour la première fois député à la Chambre des Communes lors de l'élection complémentaire dans son comté natal de Rimouski, le 2 septembre 1924, et réélu subsequmment aux élections générales de 1925, de 1926 et de 1930. Il résigna son mandat pour devenir lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 14 décembre 1939.

Durant son terme d'office comme représentant du roi, puis de la reine, dans la province de Québec, l'honorable M. Fiset reçut, selon l'usage consacré, un doctorat *honoris causa* de l'Université Laval en 1940, un de l'Université Bishop, de Lennoxville, en 1941, et un de l'Université de Montréal en 1943. Il fut aussi fait « Fellow » de la Royal Canadian College of Surgeons of Canada, en 1943.

L'honorable M. Fiset décéda le 7 juin 1951.

Il avait épousé en la basilique de Québec, le 20 mai 1902, Stella, fille aînée de Thomas-Linière Taschereau, avocat de Québec.

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX (1898-1963)

L'honorable Gaspard Fauteux naquit à Saint-Hyacinthe le 27 août 1898, le fils de Homère Fauteux, dentiste, et d'Héva Mercier. Il est le petit-fils d'Honoré Mercier et le neveu de sir Lomer Gouin, tous deux anciens premiers ministres de la province de Québec. Il fit ses études primaires chez les Soeurs Grises de Québec et ses études classiques au Séminaire de Québec et au Collège Sainte-Marie de Montréal. En 1918, il entra à l'Université Laval de Montréal qui lui décerna le brevet de chirurgien-dentiste en 1921. Entre temps, il s'enrôla dans le Corps dentaire canadien au camp militaire de Valcartier.

Le docteur Gaspard Fauteux fut gouverneur du Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec et, en 1928-1929, il organisa la Clinique dentaire de l'Hôtel-Dieu de Montréal. Il abandonna sa

profession pour entrer dans l'industrie en 1937. Il fut tour à tour directeur de Refinex Trading Co., Industrial Steel and Fibre Co., Bruck Silk Mills Ltd., Canadian Home Assurance Co., Jefferson Maritime Insurance Co., de New-York, et président de Beaconsing Optical and Precision Material Co. Ltd.

On a dit que les Fauteux ont l'amour de la politique. C'est possible. Quoiqu'il en soit, le docteur Fauteux fut élu pour la première fois, en 1931, à la Législature de Québec; en 1942, lors d'une élection complémentaire dans le comté de Sainte-Marie, il fut élu à la Chambre des Communes, dont il deviendra président en 1945. En septembre de l'année précédente, il avait été délégué à la Conférence de la United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) à Montréal. Le 1er octobre 1950, il était nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Le docteur Fauteux est un amateur de voyages. Par trois fois il visita l'Europe; d'abord en 1931, puis en 1936 et en 1947-1948. Il a parcouru le Canada de l'est à l'ouest, une bonne partie des Etats-Unis et le nord de l'Amérique du Sud. En 1944, dans un voyage au Mexique, il fut reçu par le président de la république et il adressa la parole aux deux Chambres du Parlement mexicain. Le 17 janvier 1948, il fut nommé commandeur de la Légion d'Honneur de France. Titulaire de la Croix Rouge de Grèce et chevalier de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Décédé à Montréal le 29 mars 1963.

Le docteur Fauteux a épousé, à Notre-Dame-de-Lourdes, New-York, le 18 septembre 1923, Marguerite, fille de Raoul Barré et d'Antoinette Skelly. De cette union sont nés quatre enfants.

L'HONORABLE ONÉSIME GAGNON (1888-1961)

Onésime Gagnon est né le 23 octobre 1888 à Saint-Léon-de-Standon, comté de Dorchester, du mariage d'Onésime et de Julie Morin. Il fit ses études au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, à l'Université Laval de Québec et à l'Université d'Oxford, en Angleterre. Admis au barreau au mois de juillet 1912, il s'établit à Québec où il a toujours exercé sa profession.

Il fut président de l'Association du Jeune Barreau de Québec et de la Société des Arts, Sciences et Lettres en 1920, secrétaire adjoint du comité de résolutions de la convention conservatrice à Winnipeg, en 1927, secrétaire général de la convention conservatrice provinciale tenue à Québec en juillet 1929, président du Club canadien de Québec de 1931 à 1934, et vice-président de l'Association des clubs canadiens, en 1934. Nommé conseil du roi en 1924, il devint bâtonnier du Barreau du district de Québec en 1937, puis, à partir de 1941, professeur de droit municipal et scolaire à l'Université Laval, et, à partir de 1942, professeur de droit constitutionnel à la même université.

Docteur en droit *honoris causa* de l'Université Laval en 1939, de l'Université Bishop, de Lennoxville, en 1946, de l'Université de Montréal en 1948 et de l'Université McGill en 1959, Fellow du Royal Society of Arts, de Londres, en 1950, président de l'Institut canadien des affaires internationales (division de Québec) pour les années 1942, 1943 et 1944, et président du Comité France-Amérique (section de Québec) en 1948, 1949 et 1950, M. Gagnon a aussi été fait, en 1931, lieutenant-colonel honoraire du régiment de Dorchester et de Beauce, connu maintenant sous le nom de Régiment de la Chaudière; chevalier de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem en 1958; chevalier grand'croix de l'Ordre souverain et militaire de Malte en 1960; et officier de l'Ordre de la Fidélité française, le 14 septembre 1961.

Elu, dans son comté natal de Dorchester, pour la première fois à la Chambre des Communes, à l'élection générale du 28 juillet 1930, il fut assermenté comme conseiller privé et nommé ministre sans portefeuille dans le cabinet Bennett, le 30 août 1935. Mais, défait à l'élection générale qui suivit (octobre 1935), il dût résigner ses fonctions de ministre le 23 octobre 1935.

Lors des élections provinciales d'août 1936, M. Gagnon appuie la politique de l'Union nationale et est élu à l'Assemblée législative, comme député du comté de Matane. Le 26 août 1936, il est assermenté comme ministre des Mines et des Pêcheries, dans le cabinet de Maurice Duplessis. Réélu dans le même comté de Matane aux élections de 1939, de 1944, de 1948, de 1952 et de 1956, il devient en 1944 trésorier de la province,¹ poste qu'il occupe jusqu'au 24 janvier 1958. Le 14 février

1. Titre changé, depuis 1951, en celui de ministre des Finances.

suisant, il est appelé à la dignité de lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

L'honorable M. Gagnon est décédé durant son terme d'office, à Bois-de-Coulonge, le 30 septembre 1961. Il avait épousé, le 8 janvier 1920, Cécile, fille du notaire J.-C. Desautels et de H. Palardy, de Saint-Hyacinthe. De cette union naquirent sept enfants :

André, né à Québec le 11 juin 1921, marié à Québec, le 2 juin 1951, à Françoise, fille du brigadier G.-A.-H. Trudeau et de Blanche Lavallée. Admis au barreau en 1943.

Claude, né à Québec le 8 mai 1922, marié à Québec, le 24 septembre 1949, à Lucie, fille de Zachée Langlais et de Hélène Létourneau. Admis au barreau en 1943.

Renée, mariée à Québec, le 1er décembre 1951, au colonel Bernard-J. Guimond, fils du major Georges Guimond et de Bernadette Hémond.

Jean, né à Québec le 10 novembre 1926, marié à Québec, le 16 octobre 1954, à Renée, fille d'Albert Tanguay et de Henriette Le Moyne. Avocat, comme ses deux frères aînés.

France, mariée à Québec, le 15 juin 1957, à Claude, fils de Gaston Pratte et de Jeannette Verge.

Marie et Cécile.

Les membres des « Dix » conservent un souvenir ému et vivace de l'accueil si sympathique qu'ils recevaient chaque année à Bois-de-Coulonge de S. E. le lieutenant-gouverneur et de madame Gagnon, qui les invitaient à une réception et à un dîner au menu digne des meilleurs gastronomes. Excellent historien lui-même, M. Gagnon se plaisait à faire porter la conversation sur des points d'histoire controversés, et en particulier sur « son héros », Vallières de Saint-Réal, à la biographie duquel il consacrait ses heures de loisir. Pendant ce temps, madame Gagnon, hôtesse parfaite, faisait les honneurs de sa résidence aux épouses des membres et aux autres invités. Chaque année, cette visite à Bois-de-Coulonge était attendue par tous avec une grande joie et une profonde satisfaction.

L'HONORABLE PAUL COMTOIS

(1895-)

L'honorable Paul Comtois est né à Pierreville, comté d'Yamaska, le 22 août 1895, le fils d'Urbain et d'Elizabeth McCaffrey. Il a fait ses études primaires à Pierreville et ses humanités au Collège de Nicolet. Il a ensuite fréquenté l'Université de Montréal. Il fut reçu agronome en 1918, après un stage à l'Institut agricole d'Oka.

Après quinze ans passés sur la ferme familiale, à Pierreville, M. Comtois fut chef évaluateur à la Commission du prêt agricole canadien, de juin 1935 à novembre 1936. Eventuellement, pendant plus de vingt ans, il fut gérant général de l'Office du Crédit provincial, soit de 1936 à 1957, et président de la Caisse populaire de Pierreville, de 1950 à 1961. Il a aussi été maire de la paroisse de Pierreville durant douze ans, de 1948 à 1960, et préfet du comté d'Yamaska.

On a toujours été conservateur dans la famille Comtois, et c'est comme tel qu'en 1930 M. Comtois se présenta comme candidat aux élections générales, mais il fut défait par une voix, et de nouveau défait, en 1933, par 83 voix. En 1957, il était élu à la Chambre des Communes pour le comté de Nicolet-Yamaska, aux élections générales du 10 juin, par 513 voix de majorité, et réélu aux élections générales du 31 mars 1958. Le 7 août 1957, il devenait membre du Conseil Privé et ministre des Mines et des Relevés techniques.

M. Comtois a épousé, le 27 septembre 1921, Irène, fille de Thomas Gill et de Laura Verville, de Saint-François-du-Lac. Il est père de cinq enfants :

Pierre, comptable agréé à Sherbrooke, marié à Pauline Mignault.

Odette, mariée à Jean-Louis Gratton, courtier en assurances, de Saint-Lambert.

Yves, pharmacien à Sherbrooke, marié à Rita Boudreau.

Mireille, employée au bureau d'Air-Canada, à Québec.

Jean, étudiant en géographie à l'Université Laval de Québec.

M. Comtois a été nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 6 octobre 1961 et assermenté le 11. Il a été créé chevalier de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem en 1962.

Continuant la tradition de son prédécesseur, l'honorable M. Comtois, de concert avec Mme Comtois, a cordialement invité les « Dix » et leurs épouses à une réception, le 28 octobre dernier. Tous ont pu admirer avec quel charme et quelle aisance ce parfait gentilhomme et cette grande dame issue de la famille Gill assurent la permanence de l'atmosphère si cordiale et sereine de Bois-de-Coulonge.

★ ★ ★

On aura remarqué que nous nous sommes efforcés d'introduire dans la plupart de ces études une liste des oeuvres publiques de chaque lieutenant-gouverneur. L'élégance a dû céder ici à l'utilité. Nous nous excusons aussi de n'avoir que signalé rapidement les événements qui, traités chacun à son mérite, nous auraient retenus trop longtemps. Nous n'avons voulu offrir à nos lecteurs qu'un aide-mémoire.

Francis J. Audet

olivier maurault, p.s.s.

Gérard Malchiosse